

# INPRECOR

**Correspondance de presse internationale**

**Numéro 296  
du 30 octobre au  
12 novembre 1989**

**DOSSIER :  
La question  
nationale  
en URSS**



**COLOMBIE  
La "guerre totale"  
aura-t-elle lieu ?**

**ISRAEL  
Le PC s'essouffle**

**URSS  
Tournant pour les  
syndicats ?**

**15 FF - 4 FS - 85 FB**



**RDA  
Montée révolutionnaire**

# INPRECOR

Revue bimensuelle d'information et d'analyse publiée  
sous la responsabilité du Secrétariat unifié  
de la IVe Internationale.

Éditée par Presse-Édition-Communication (PEC).

Administration : 2 rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil, France.

Directeur de publication : Christian Lamotte. Commission paritaire  
numéro 59117, ISSN 1 0294 - 8516.

Imprimé par Rotographie.

## SOMMAIRE DU NUMERO 296 Du 30 octobre au 12 novembre 1989

- 3 RDA  
La montée révolutionnaire  
*INPRECOR*
- 4 "Réunification allemande" ou  
révolution politique ?  
*Winfried WOLF*
- 6 L'évolution de l'opposition est-allemande  
*Hans Jürgen SCHULZ*
- 7 Plate-forme politique de Nouveau forum  
*DOCUMENT*
- 8 L'Appel de Böhlen  
*DOCUMENT*
- DOSSIER :**  
**QUESTION NATIONALE EN URSS**
- 9 UNION SOVIETIQUE  
La question nationale en URSS  
*Catherine VERLA*
- 10 L'essor du mouvement populaire ukrainien  
*Jaroslav KOSHIW*
- 13 Le mouvement ukrainien face  
à ses tâches historiques  
*Zbigniew KOWALEWSKI*
- 14 Programme du Roukh  
*DOCUMENT*
- 16 Menaces de guerre au Caucase  
*Gerry FOLEY*
- 18 UNION SOVIETIQUE  
Un tournant pour les syndicats soviétiques ?  
*David SEPPO*
- 22 ISRAËL  
Le Parti communiste en perte de vitesse  
*Michel WARSCHAWSKI*
- 25 COLOMBIE  
La "guerre totale" aura-t-elle lieu ?  
*Interview de Daniel LIBREROS*
- 27 EN BREF :  
REPUBLICQUE DOMINICAINE : Une grève  
générale sans lendemain ; QUATRIEME  
INTERNATIONALE : Parution d'*Inprecor*  
Amérique latine ; PORTUGAL :  
Assassinat d'un dirigeant du PSR.

Les articles signés ne représentent pas nécessairement  
le point de vue de la rédaction.  
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat  
unifié de la IVe Internationale.

## Enquête auprès des lecteurs

En janvier prochain, *Inprecor* aura 15 ans et sortira son numéro 300. A cette occasion, l'équipe de rédaction a décidé de vous réserver une surprise. Or, pour ce faire, elle aimerait connaître votre avis sur le contenu et la maquette du journal. Nous avons donc préparé un questionnaire (ci-joint), pour que vous puissiez nous faire part de vos remarques, critiques ou suggestions. Prenez donc cinq minutes pour le remplir et nous le renvoyer à l'adresse d'*Inprecor* (avant le 15 décembre, pour que nous puissions en tenir compte). Alors, à vos plumes !



### La rédaction

## ABONNEMENT 24 NUMEROS PAR AN

Nom - Prénom .....

Numéro et Rue .....

Commune .....

Code postal .....

Pays .....

Abonnement  Réabonnement

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PEC",  
à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.  
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre, 153 rue de Paris, 93108  
Montreuil, France, compte numéro 230179/90.  
Virements postaux à "PEC", compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris

- Abonnement tous pays (voie de surface) :  
140 francs pour six mois . 280 francs pour un an.
- Abonnement avion (Europe, Afrique du Nord, Moyen-Orient, DOM-TOM) :  
155 francs pour six mois . 310 francs pour un an.
- Abonnement avion (Afrique et Amériques) :  
180 francs pour six mois . 360 francs pour un an.
- Abonnement avion (Asie) :  
195 francs pour six mois ; 390 francs pour un an.
- Pli fermé : France :  
200 francs pour six mois, 405 francs pour un an.
- Autres pays (voie de surface) :  
215 francs pour six mois. 430 francs pour un an.
- Pli fermé par avion : nous écrire.

**Diffusé dans les librairies par Diffusion Populaire  
- 14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS -**

# La montée révolutionnaire

**P**ARTOUT, les revendications sont les mêmes. Les manifestants réclament les libertés démocratiques et la souveraineté pleine et entière dans le cadre de l'ordre socio-économique qui existe dans ce pays. En d'autres termes, ils se prononcent pour une RDA socialiste, démocratique et autogestionnaire.

Nous appuyons sans réserve, ni réticence aucune, cette orientation que les masses soulevées ont elles-mêmes choisie : elles réclament la fin du monopole de pouvoir politique de la bureaucratie du Parti socialiste unifié (SED) ; la fin de toute répression policière que sous-tend la dictature. Elles réclament la liberté de manifestation, d'association, de presse, ainsi que le droit de grève. Elles revendiquent le pluralisme culturel et politique, le multipartisme, l'accès équitable de toutes les associations et partis aux médias. Elles ont d'ailleurs commencé à créer elles-mêmes de telles associations et partis, sans attendre l'autorisation de la bureaucratie.

Les masses en lutte exigent des élections libres, au suffrage universel, du Parlement, des conseils régionaux et des municipalités ; la suppression de toutes les entraves à la libre circulation des personnes à l'étranger ; la fin des privilèges matériels de la bureaucratie, la fin de la corruption et du népotisme. Elles se battent pour ces objectifs justes, avec une dignité, un sens politique, une unité qui forcent le respect de tous, comme le firent les manifestants de la place Tiananmen, à Pékin.

Face à cette explosion de volonté populaire, la bureaucratie aux abois, ébranlée, en outre, par une vague de contestation au sein même du SED, a commencé à reculer. Honecker a été sacrifié. Les manifestations ont cessé d'être réprimées. Les médias sont un peu plus ouverts.

Mais tout le monde se rend compte qu'avec ou sans Krenz, ce n'est là, pour le moment, qu'une transition qui commence. Elle ne peut pas durer longtemps. La dictature bureaucratique et un mouvement de masse d'une telle ampleur et d'un tel élan sont incompatibles.

Aujourd'hui, apparaît une fraction réformatrice de la bureaucratie qui tente de canaliser le mouvement de masse qui se développe. Pour le moment, elle n'a guère d'impact réel. Une autre fraction pour-

**DEPUIS PLUSIEURS SEMAINES, des centaines de milliers de citoyens et de citoyennes de la République démocratique allemande (RDA) sont descendus dans la rue. A Berlin-Est, Leipzig, Dresde, Plauen, Schwerin, Halle, Magdeburg, Stralsund, Zwickau, c'est la grande majorité des habitants de la ville, donc de la classe ouvrière, qui a participé à cette impressionnante levée en masse.**

**Cette mobilisation est non-violente. Elle prend néanmoins l'allure d'une véritable révolution politique qui commence.**

## INPRECOR

rait-elle arrêter le mouvement par la répression violente, comme en Chine ? Vu les rapports de force sociaux en RDA, et la situation géographique de ce pays, c'est, en tout cas, beaucoup plus difficile que ce ne fut à Pékin.

C'est donc la dynamique propre du mouvement de masse qui détermine à présent la marche des événements. Celle-ci reste pleine de promesses. Aujourd'hui, la faiblesse principale du mouvement est-allemand réside dans l'absence d'auto-organisation des masses et d'une avant-garde organisée œuvrant clairement pour le socialisme démocratique et autogestionnaire. C'est sur le dépassement de cette carence qu'il faut se

concentrer dans l'immédiat. Les marxistes révolutionnaires doivent forger leur propre organisation qui œuvrera de manière unitaire et loyale au sein de tels regroupements.

Le soulèvement pacifique en RDA est une réponse à la crise, à l'impasse politique totale, au manque désespérant de perspectives (surtout pour les jeunes), infligés par une bureaucratie inepte, gérontocratique et immobiliste. L'absence de liberté exaspère tout le monde. Une classe ouvrière, une jeunesse, une intelligentsia parmi les plus qualifiées et les plus

cultivées du monde, avec la plus vieille et la plus solide tradition socialiste, se trouvent mises en tutelle permanente dans tous les domaines de la vie. A la fois despotique et mesquine, cette tutelle est devenue insupportable pour tous et pour toutes.

## "Nous sommes ce pays"

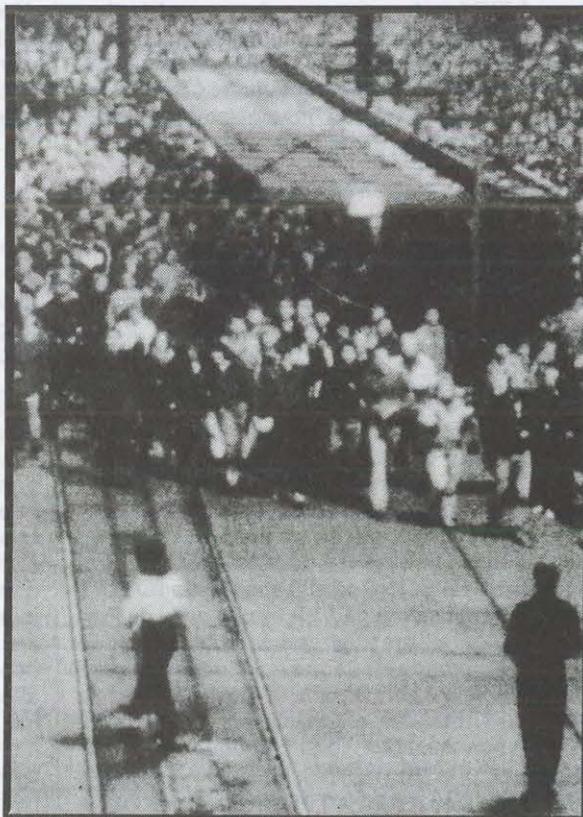
Pour une partie de la population, la révolte a pris d'abord la forme de l'évasion vers la RFA. L'attraction d'un niveau de confort supérieur y est incontestablement pour quelque chose. Mais la motivation principale de ces réfugiés a été plutôt la recherche d'une plus grande liberté. La grande majorité des jeunes, des travailleurs, des intellectuels n'a cependant pas choisi cette voie. Leur révolte se situe dans le cadre de la RDA. Leurs slogans, avec comme fond sonore le chant de l'*Internationale*, repris par des centaines de milliers de manifestants, dix fois plus nombreux que les réfugiés, affirment : « *Nous ne partons pas. Nous restons ici. Ceci est notre pays. Nous l'avons construit avec notre travail. Nous sommes ce pays* ».

Ils veulent conquérir la démocratie et la liberté en RDA même, et non ailleurs.

L'ensemble des révolutionnaires, des organisations ouvrières, des travailleurs d'Allemagne, d'Europe et du monde, doivent exprimer leur entière solidarité avec les manifestants de RDA.

Contre toute menace de répression et d'ingérence, tant du Kremlin que de la RFA et de la CEE, il faut défendre le droit des masses de RDA à décider librement et souverainement de leur propre sort !

Dans leur quasi-unanimité, toutes les organisations ouvrières, ainsi que les Verts de RFA, ont



adopté une attitude analogue et s'opposent, dès lors, à toute remise en question, aujourd'hui, des frontières de la RDA. Dans les conditions actuelles, par ailleurs remise en question impliquerait, en pratique, l'absorption de la RDA par la RFA impérialiste et par l'Europe des trusts.

C'est la première fois, depuis 1920, que la classe ouvrière allemande apparaît ainsi sur la scène politique européenne avec sa force unie, une indépendance de classe et un potentiel anti-capitaliste, même si elle manque de vues claires sur le débouché de cette prise de position. Cette prise de position du mouvement ouvrier et de toute l'extrême gauche de RFA, rejoignant celle des masses de RDA elles-mêmes, est pleinement conforme aux intérêts de classe du prolétariat. Les travailleurs de RDA ont, aujourd'hui, la possibilité de modifier radicalement la situation en leur faveur, beaucoup plus radicalement que ceux de RFA. Ce qui est à l'ordre du jour, dans l'immédiat, c'est le renversement de la bureaucratie est-allemande.

### Un immense espoir

Une RDA socialiste et démocratique pourrait devenir ensuite un levier pour une Allemagne et une Europe socialistes. Si les travailleurs de RDA arrachaient liberté, démocratie et souveraineté politiques ; instauraient l'autogestion ouvrière dans leurs entreprises ; généralisaient l'activité d'organismes de démocratie directe ; mettaient en place un contrôle ouvrier et populaire qui assure la protection effective de l'environnement ; supprimaient l'armée permanente ; introduisaient immédiatement la semaine des 35 heures, alors la RDA socialiste et démocratique deviendrait un pôle d'attraction puissant pour les masses laborieuses, pour la jeunesse, pour les mouvements écologistes et pacifistes en Pologne, en Hongrie, dans toute l'Europe de l'Ouest et de l'Est, voire même en URSS.

Alors un immense espoir se lèverait de par le monde. Alors un modèle de socialisme attrayant s'opposerait en pratique à la faillite conjointe du despotisme stalinien et de la social-démocratie géant la crise capitaliste. Alors tout le vacarme sur "la fin du communisme" et "la fin du socialisme" s'évanouirait du jour au lendemain.

Ce n'est encore qu'un espoir. Ce n'est encore qu'une possibilité parmi beaucoup d'autres. Mais ce lundi 30 octobre, 300 000 personnes étaient de nouveau dans la rue à Leipzig. A Schwerin, une ville de 100 000 habitants, ce sont 80 000 personnes qui manifestaient ce soir. Samedi prochain (5 novembre), c'est un million de personnes qui sont attendues à Berlin. Il faut saisir la chance ouverte d'une victoire en RDA et remporter cette victoire décisive contre la bureaucratie et contre l'impérialisme. ■

30 octobre 1989

# "Réunification allemande" ou révolution politique ?

**LE PARTI socialiste unifié (SED, Parti communiste est-allemand), a été obligé de sacrifier son chef, Erich Honecker qui a dû démissionner. Egon Krenz, son successeur, n'est qu'un opportuniste notoire qui a déjà prouvé, en d'autres occasions, qu'il était disposé à adopter la ligne dure (il n'avait notamment, pas hésité à approuver le massacre de Tiananmen). Cependant, dans la situation actuelle, face au puissant mouvement de masse, Egon Krenz et la direction du SED ont décidé d'opter pour une "ligne souple".**

### Winfried WOLF



CETTE décision signifie, dans l'immédiat, que ceux qui le veulent peuvent quitter le pays. Un peu plus tard — juste après la répression de la première semaine d'octobre — la direction est-allemande déclarait que

les manifestants pouvaient manifester. Aujourd'hui, à la fin de ce mois d'octobre crucial, cette "ligne souple" prend une autre tournure : le SED cherche à s'installer à la tête du mouvement, à discuter, à y prendre part et à s'orienter vers une RDA "réformée", ou même transformée.

Cela implique une dialectique nouvelle entre opportunisme, réformes bureaucratiques et mouvement de masse. Une dynamique nouvelle est ouverte, qui tend à devenir autonome et à échapper au contrôle des initiateurs du tournant en RDA. D'une certaine manière, les dirigeants est-allemands devraient accomplir, en quelques semaines, ce que Gorbatchev a réalisé en trois ans. Ils se sont engagés dans une course contre la montre.

### Les conditions de départ

En RDA, les conditions de départ de cette course sont, sous certains aspects, particulières. Tout d'abord, il faut souligner une relative stabilité économique. Le niveau de vie en RDA est le plus élevé de tous les pays du Pacte de Varsovie. Selon les statistiques de l'ONU, il serait même plus élevé que celui du Portugal et presque comparable à celui de la Grande-Bretagne. Les données principales concernant la politique sociale — mortalité infantile, alimentation, alphabétisation, pourcentage de médecins et de lits d'hôpitaux, etc. — situent la RDA parmi les pays industrialisés les

plus avancés, aussi bien capitalistes que post-capitalistes.

Le deuxième facteur particulier est l'influence (beaucoup plus forte que dans n'importe quel autre pays du Pacte de Varsovie) exercée par l'impérialisme occidental. Dans ce pays, aucune censure n'est réellement efficace. Jusqu'à la mi-octobre 1989, les médias est-allemands étaient certes soumis à une très stricte censure, mais tout le monde pouvait suivre les émissions de la télévision et de la radio ouest-allemandes. Selon les statistiques, jusqu'à la fin du mois d'octobre, ces émissions étaient beaucoup plus suivies que d'habitude.

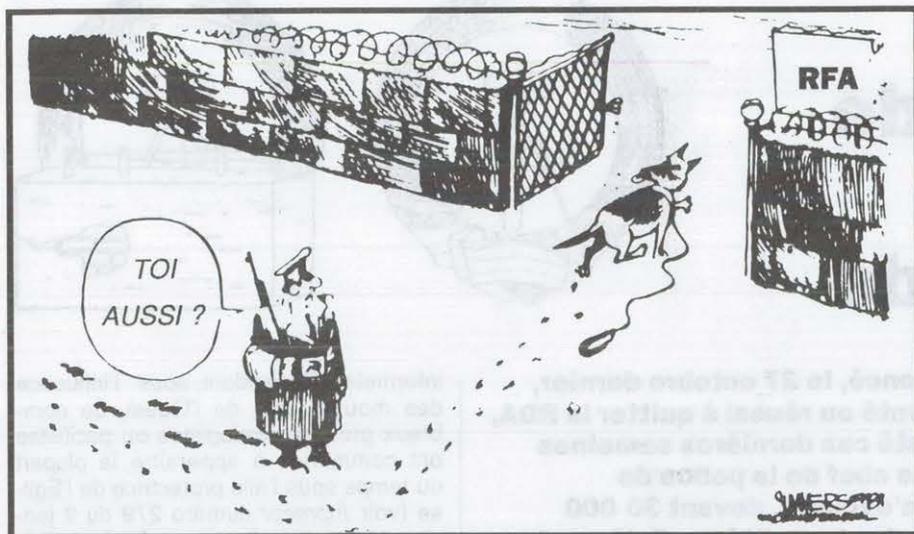
Enfin, il existe des relations très étroites entre la RDA et la République fédérale d'Allemagne (RFA) : quelques millions de personnes dans les deux pays sont unies par des liens familiaux ; la culture, ainsi que l'histoire du mouvement ouvrier sont communes.

### Fuites de masse

Globalement, en 1989, 180 000 personnes ont quitté la RDA pour s'installer en RFA, la plupart légalement (c'est-à-dire avec un permis d'émigration). Il s'agit d'un chiffre record depuis la construction du Mur de Berlin, en 1961.

Une des causes décisives de cette émigration massive se trouve certainement dans la situation politique de la RDA, dans le manque de perspectives et dans le manque des droits démocratiques les plus élémentaires. Avec le changement des données politiques en Hongrie et en Pologne et, surtout, depuis que la Tchécoslovaquie a renoncé à jouer son rôle de cerbère de Berlin-Est, les digues se sont soudain ouvertes, et des dizaines de milliers de citoyens est-allemands ont saisi l'occasion de s'enfuir.

Cependant, il y a trois aspects particuliers de ce mouvement migratoire qu'il ne faut pas surestimer :



a) Le gouvernement de RFA mène une politique systématique pour développer l'immigration en provenance de RDA, ainsi que celle des "Allemands de souche" ressortissants de Pologne, de Roumanie et d'Union soviétique.

Ainsi, la RFA ne reconnaît aucune citoyenneté est-allemande. Cela a des conséquences très concrètes : chaque citoyen est-allemand se présentant dans n'importe quelle ambassade de RFA dans le monde obtient immédiatement, sans aucune démarche, un passeport ouest-allemand, et devient ainsi un citoyen de ce pays. Dès qu'ils arrivent en RFA, les fugitifs est-allemands obtiennent immédiatement le statut de "chômeurs", ce qui leur permet de bénéficier de plusieurs aides sociales et de toucher une indemnité mensuelle de chômage qui va de 1 800 à 2 000 marks (pour les adultes). Il faut ajouter que seule la moitié des deux millions de chômeurs ouest-allemands perçoivent une telle indemnité, tandis que l'autre moitié doit se débrouiller avec une aide sociale mensuelle de 600 à 800 marks. C'est une discrimination ouverte qui dévoile une politique favorisant les immigrés de RDA.

De plus, il faut rappeler que 100 000 exilés provenant d'autres régions du monde ont cherché refuge en RFA, mais ont été refoulés. Pourtant, nombre de ces réfugiés s'étaient expatriés pour des raisons liées entre autres à la politique étrangère ouest-allemande (ainsi, l'exportation d'armes, lors de la guerre du Golfe, a eu pour conséquence la fuite des Kurdes d'Irak).

b) Ce sont surtout des techniciens spécialisés qui, grâce à des stimulants matériels non négligeables, quittent la RDA. Parmi les nouveaux arrivés, on compte plusieurs milliers de médecins et d'enseignants. La différence de revenu de ces catégories entre les deux pays est assez importante : en RFA, ils peuvent gagner entre trois et cinq fois plus qu'en RDA. La fuite massive de citoyens qualifiés pose actuellement d'énormes problèmes à l'Etat est-allemand.

c) Le nombre de ceux qui quittent la RDA est certes très élevé. Cependant, si l'on considère les avantages matériels

dont ils peuvent bénéficier, cela ne devient plus "étonnant", mais presque "normal". Par exemple, en 1989, 50 000 personnes ont quitté la République d'Irlande. La plupart des émigrants irlandais se dirigent vers les Etats-Unis ou vers la Grande-Bretagne, où ils trouvent souvent des travaux illégaux. Pourtant, ces pays n'encouragent pas cette immigration qui est plutôt le produit d'un taux de chômage très élevé (20 % en moyenne et 50 % parmi les jeunes). La presse internationale — y compris celle de gauche — ne parle pas de cette "fuite de masse", pourtant proportionnellement plus importante que celle de RDA. En fait, le cas irlandais ne concerne pas le conflit Est-Ouest et, de plus, en parler risquerait de briser l'harmonie censée caractériser l'Europe de 1992.

### Une question nationale ?

Actuellement, la "question nationale" est revenue à l'ordre du jour en RFA, à la suite des récents développements en RDA. On en vient à parler à nouveau de "réunification". Une série de gouvernements impérialistes, en premier lieu l'administration américaine, ont déjà manifesté leur adhésion à cet objectif. Même dans certains milieux de gauche en dehors de la RFA, on parle d'une "question nationale ouverte", en découvrant parfois des potentialités révolutionnaires à un tel projet de "réunification".

Ce qui frappe d'emblée dans cette approche est son caractère a-historique. La réunification de l'Allemagne — non seulement de la RFA et de la RDA, mais la création d'un nouveau *Reich* allemand avec les mêmes frontières qu'en 1937 — est le but déclaré de la Constitution de Bonn. Or, l'Allemagne de 1937 englobait une grande partie de la Pologne, une partie de l'Union soviétique et de la Tchécoslovaquie actuelles, en plus de la RFA et de la RDA. Evidemment, pendant longtemps ce "revanchisme" ne fut pas mis en avant par la politique gouvernementale ouest-allemande. Cependant, il ne fut pas abandonné non plus. Le Parti social-démocrate allemand (SPD) lui-même ne l'a pas remis en

question à l'époque de la nouvelle "politique de l'Est" (*Östpolitik*), sous les gouvernements de W. Brandt et de H. Schmidt.

D'ailleurs, ce "revanchisme" est lié à la nature même de l'impérialisme. La politique des premiers gouvernements ouest-allemands fut de bâtir une armée puissante, d'entrer dans l'OTAN, de développer le réarmement, afin de favoriser l'"intégration occidentale", et aussi de créer les conditions pour revendiquer le retour à l'Allemagne des frontières de 1937. Toutes les hypothèses formulées dans les années 50 concernant une Allemagne neutre et démilitarisée furent repoussées. Le but ouvert et explicite demeure celui d'une "grande Allemagne" (*Grossdeutschland*) impérialiste et surarmée. Ce but est poursuivi, aujourd'hui, dans des conditions de crise économique profonde dans les pays du Pacte de Varsovie, et dans le cadre d'une concurrence inter-impérialiste accrue, où l'impérialisme ouest-allemand dispose d'une force croissante et peut jouer un rôle central.

### Quelle réunification allemande ?

En discutant de l'hypothèse d'une réunification entre RFA et RDA, il faut, tout d'abord, souligner qu'il ne s'agit pas de la revendication d'une nation ou d'une minorité opprimée, mais d'un projet concernant deux Etats qui occupent une place centrale au sein de leurs blocs respectifs, à l'Ouest et à l'Est. Ensemble, ces deux Etats constitueraient une des plus grandes puissances de toute l'Europe.

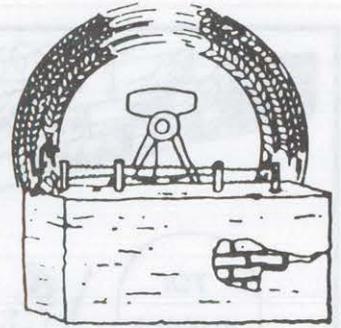
Le problème de cette réunification ne se pose pas en termes abstraits, mais concrets. Le seul projet que l'on puisse actuellement envisager est celui de la réunification d'une Allemagne impérialiste. Tout le reste n'est qu'abstraction. Une Allemagne impérialiste unifiée signifierait un renforcement de l'impérialisme en général, et de l'impérialisme allemand en particulier. Aucune politique socialiste ou même démocratique ne peut souhaiter un tel renforcement des positions des plus forts aux dépens des plus faibles.

C'est dans ce contexte que se situe la diplomatie du "revanchisme". Il est tout à fait évident que la "question nationale allemande" n'est qu'un instrument de l'impérialisme contre les pays post-capitalistes. Cela explique pourquoi, jusqu'à maintenant, les groupes opposés au mot d'ordre d'une "réunification" allemande.

Pour les socialistes révolutionnaires, ce projet de "réunification" n'est qu'un aspect d'une offensive impérialiste qu'il faut combattre. La réelle tâche à l'ordre du jour, aujourd'hui, est de soutenir le mouvement anti-bureaucratique en RDA. Comme nous l'avons déjà fait en Tchécoslovaquie en 1968 et en Pologne en 1980-1981. ■

Köln, 30 octobre 1989

# L'évolution de l'opposition est-allemande



**LE GOUVERNEMENT KRENZ a annoncé, le 27 octobre dernier, l'amnistie de tous ceux qui ont tenté ou réussi à quitter la RDA, ainsi que de ceux qui ont manifesté ces dernières semaines dans différentes villes du pays. Le chef de la police de Berlin-Est est même allé jusqu'à s'excuser, devant 30 000 manifestants, de la répression et des brutalités policières du début du mois. Aujourd'hui, les autorités de RDA cherchent à dialoguer avec cette opposition "illégal et anti-socialiste" qu'ils ont si longtemps combattue avec acharnement.**

**Hans-Jürgen SCHULZ**



**NOMBREUX** sont ceux qui n'arrivent pas à se réconcilier avec le système politique du pays. Des millions de gens se sont réfugiés dans l'alcoolisme. La RDA établit des records dans ce domaine. Chaque habitant

consomme en moyenne 145 litres de bière et 15,4 litres de spiritueux par an, contre 6,3 litres en Allemagne de l'Ouest. Des milliers de gens se sont marginalisés et ont construit une culture parallèle. Parfois ont lieu de violentes explosions spontanées dans la jeunesse. Après un concert de rock à Leipzig, en 1968, on a assisté à une "émeute du rock". En 1977, l'annulation d'un concert de rock à Berlin a conduit à des affrontements massifs, durant lesquels quatre policiers auraient été tués.

## L'appareil répressif

L'Etat est-allemand dispose pourtant d'un appareil répressif puissant : l'Armée nationale du peuple avec ses 170 000 membres, dont la moitié sont des soldats professionnels ; plus de 80 000 douaniers et réservistes ; la police régulière, et les 17 000 membres de la *Stasi* (police secrète). En plus, il y a les 400 000 membres des puissantes milices des travailleurs, contrôlées par le Parti. Ils ont pu s'entraîner efficacement durant les six derniers mois en dispersant des manifestations et en arrêtant les leaders des groupes d'opposition.

En l'absence d'espoirs de changement, beaucoup ont décidé de quitter le pays illégalement. Le désir de partir s'est transformé en phénomène de masse dans les dernières années, et cela menace maintenant de déstabiliser le système. Durant l'été 1988, des cercles ecclésiastiques estimaient qu'un dixième

de la population, environ un million et demi de personnes, a présenté des demandes de départ devant les autorités. C'est un chiffre notable, surtout quand on garde en mémoire la pression importante exercée sur les candidats au départ pour qu'ils renoncent à leur projet. De ce fait, les bases de construction d'une opposition ont constamment été ajournées.

Les frontières étaient pourtant hermétiquement closes. La seule préparation du crime de "fuite de la République" conduisait à une lourde peine de prison. Après avoir accompli une partie de leur peine, beaucoup étaient envoyés à l'Ouest, en même temps que d'authentiques prisonniers politiques, et d'autres qui ne l'étaient pas.

Le système politique admettait, cependant, une certaine marge de manœuvre. Ne faire qu'exprimer son opinion n'était pas un crime, tant que cela ne conduisait pas à des activités organisées. Jusque là, l'Etat dirigeait une population démoralisée et pouvait se contenter d'une répression sélective contre les vrais opposants. Toute opposition était immédiatement assimilée à la contre-révolution.

Les autorités ont, d'ailleurs, déclaré que toute l'opposition est organisée et financée depuis d'autres pays. Il est « *tout à fait évident (...)* que les services secrets impérialistes et d'autres (...) sont en train de faire des efforts (...) pour organiser une prétendue opposition interne en RDA » écrivait *Neues Deutschland*, le quotidien du SED, le 2 février 1988. Quiconque manifeste ou écrit des slogans sur les murs risque jusqu'à trois ans de prison. Les geôles sont pleines, avec environ 5 000 prisonniers politiques.

Avant la fin des années 70, il n'existait pas d'opposition organisée. On trouvait seulement des personnalités isolées comme Wolf Biermann ou Robert Havermann, entourées par des sympathisants

informels. Cependant, sous l'influence des mouvements de l'Ouest, de nombreux groupes écologistes ou pacifistes ont commencé à apparaître, la plupart du temps sous l'aile protectrice de l'Eglise (voir *Inprecor* numéro 279 du 9 janvier 1989). C'était une épée à double tranchant. L'Eglise offrait des possibilités pour l'action légale, mais s'assurait aussi que les groupes s'occupent de thèmes spécifiques et non politiques.

Malgré cela, vers le début des années 80, ces réseaux étaient capables de tenir des rencontres de travail dans tout le pays, réunissant des centaines de militants et jusqu'à 5 000 sympathisants. Malgré des arrestations innombrables et des expulsions vers l'Ouest, le mouvement a continué. Son orientation dominante était socialiste et internationaliste ; il se déclarait en solidarité avec les mouvements pacifistes de l'Ouest et a publié, avec des oppositionnels hongrois, tchécoslovaques et polonais, des déclarations conjointes contre les missiles nucléaires et la répression dans leurs propres pays (voir *Inprecor* numéro 267 du 6 juin 1988).

## Culture politique alternative

Quand ce mouvement a décliné, en même temps que son équivalent occidental, l'opposition n'a pu se consolider politiquement et organisationnellement que grâce à de nombreux sacrifices personnels de révolutionnaires pacifistes. Quelques 2 000 personnes sont restées actives dans de petits groupes — chiffre non négligeable en de telles circonstances.

Elles ont commencé à agir, avec une culture politique alternative se transmettant par le biais de cassettes, de livres et de journaux publiés clandestinement à de très faibles tirages (au plus, cent exemplaires) qui, malgré cela, touchaient des milliers de gens, puisque que chaque copie passait à travers de nombreuses mains.

Dans certaines paroisses, on pouvait se procurer des magazines hectographiés, tel le mensuel berlinois *Grenzfall* qui tirait à 900 exemplaires. Vu la diminution des actions spectaculaires, beaucoup d'étrangers crurent que l'opposition avait disparu. Les faits ont prouvé le contraire.

Ainsi, en mars 1987, les représentants de quelques 200 groupes locaux ont revendiqué la fin de l'utilisation de

l'énergie nucléaire en RDA. Des actions de solidarité avec la manifestation de 80 000 personnes en septembre 1988, à Berlin-Ouest, contre la rencontre du Fonds monétaire international (FMI), ont été étouffées dans l'œuf par un déploiement policier massif et l'arrestation préventive des suspects.

### Comme des oiseaux en cage

Peu après, une caricature fut publiée dans *Grenzfall*, où un homme demande à un perroquet en cage : « Répète après moi : je suis libre, je suis heureux. » Cela reflétait exactement le sentiment de millions de gens qui restaient silencieux, mais auxquels on demandait sans cesse de montrer leur appui au régime.

Les masses étaient disposées à se conduire comme le perroquet tant que la situation semblait immuable. Beaucoup ont espéré que la RDA suivrait l'exemple de l'Union soviétique, où des réformes ont été introduites. Mais les années ont passé et rien ne s'est produit ; la patience a commencé à diminuer. Depuis le printemps dernier, une atmosphère de plus en plus agressive se développe et la défiance est en augmentation. Ce nouvel état d'esprit a aidé l'opposition, apparemment fragmentée, à se réorganiser. Cela a porté sur le devant de la scène des différences politiques restées auparavant à l'arrière-plan à cause des nombreuses pressions extérieures.

Le 10 septembre, environ cent personnes de toute la République se sont rencontrées pour former le "Nouveau forum". Elles ont exigé une économie socialiste et mis en avant des revendications pour les libertés démocratiques, le désarmement et des questions écologiques (voir ci-contre). Bien que les autorités aient tout d'abord refusé d'accorder une reconnaissance officielle à cette "organisation opposée à l'Etat", il n'y a pas eu d'arrestations. Vers le début octobre, leur pétition avait déjà recueilli 15 000 signatures. Ce fait en lui-même est le signe d'un changement des mentalités.

Le même jour, le groupe "Percée démocratique" était fondé comme "association politique", annonçant son désir de présenter des candidats aux élections de 1991, et avançant des demandes socialistes comme les syndicats libres, l'autogestion des travailleurs, la démocratie socialiste et la séparation de l'Etat et du Parti. La plate-forme de l'"Appel de Böhlen", élaborée le 19 septembre est encore plus claire (voir page 8).

Ces trois groupes ont eu, depuis le 4 octobre, des rencontres avec le Parti social-démocrate reconstitué, le "Réseau vert", et "l'Initiative pour la paix et les Droits de l'homme". Ensemble, ils ont revendiqué la libération des prisonniers politiques et une réorganisation démocratique, et ont appelé la population à travailler dans leurs groupes. Il est probable qu'une forme de coordination ait été adoptée. ■

18 octobre 1989

# Plate-forme politique de Nouveau forum

## NOUS PUBLIONS ci-dessous la plate-forme politique de Nouveau forum, l'un des principaux groupes d'opposition en RDA.

### DOCUMENT



DANS NOTRE pays, la communication entre l'Etat et la société est désormais ouvertement interrompue. Le repli dans la vie privée d'une part, la fuite de masse d'autre part, en sont des preuves évidentes. Ailleurs, des mouvements migratoires d'une telle ampleur sont causés par le besoin, la faim ou la violence. Ce n'est pas le cas de la RDA. Cette communication interrompue paralyse les potentialités créatrices de notre société et empêche la solution des problèmes nationaux et locaux. Nous demeurons passifs, alors que l'on pourrait faire des choses très importantes pour notre vie, pour notre pays et pour l'humanité.

Dans l'Etat et dans l'économie, l'équilibre des intérêts entre les groupes et les couches sociales fonctionne de manière insuffisante. Les différentes parties de la société ont arrêté de dialoguer. Dans les cercles privés, on exprime très facilement ses propres points de vue et on propose les mesures qu'il faudrait adopter. Mais les désirs et les aspirations sont très différents et on a rarement la possibilité de les comparer ou de vérifier leur viabilité. D'une part, nous souhaitons une amélioration des services et une augmentation de la consommation de marchandises ; d'autre part, nous reconnaissons les conséquences sociales et écologiques que cela implique, et demandons de fixer des limites à la croissance économique.

Nous voulons plus d'espace pour l'initiative économique, mais nous refusons le déclin vers une société marginale. Nous voulons garder les acquis sociaux et créer de la place pour le renouvellement de la société, dans le cadre d'un développement qui soit moins hostile à l'égard de la nature. Nous voulons des rapports sociaux rationnels, mais pas d'une société sous tutelle. Nous voulons créer des hommes et des femmes libres, formant une communauté consciente. Nous voulons nous libérer de la violence, et ne pas vivre dans un Etat de composé de sbires et de hiérar-

chies. Les fainéants et les incapables doivent s'en aller, mais nous ne voulons pas punir les faibles et les démunis de notre société. Nous voulons une véritable justice sociale, dont personne ne puisse tirer avantage aux dépens des autres. Nous voulons développer les exportations et prendre part au marché mondial, mais ni en devenant débiteurs ou en nous soumettant aux pays les plus industrialisés, ni non plus en devenant les créanciers et les exploités des pays économiquement plus faibles.

### Dialogue démocratique

Pour prendre en compte toutes ces contradictions, pour écouter et discuter les opinions et les arguments différents, pour distinguer les intérêts généraux des intérêts particuliers, il faut développer un dialogue démocratique sur les tâches de l'Etat de droit, sur l'économie et la culture. Nous devons discuter et réfléchir ensemble sur ces questions, de manière ouverte, dans tout le pays. C'est la condition indispensable pour trouver une solution à la crise actuelle. Aujourd'hui, le développement social est marqué par le fait qu'un grand nombre de personnes participent au processus de réforme sociale ; et par le fait que les activités multiples des groupes et des individus débouchent sur des initiatives communes.

Par conséquent, nous élaborons une plate-forme politique commune pour la RDA dans son ensemble, qui puisse permettre aux citoyens — toute profession, appartenance d'association ou de parti confondues — de participer à ce débat sur les problèmes sociaux majeurs de notre pays. Pour développer une telle initiative, nous avons choisi le nom de Nouveau Forum.

L'activité de Nouveau Forum repose sur des bases sociales. Nous nous réclamons de l'article 29 de la Constitution de la RDA, qui nous donne la possibilité de défendre nos intérêts politiques. Nous demandons notre légalisation sur la base de la loi, approuvée le 6 novembre 1975, concernant "la fondation et l'activité des associations". Toutes les revendications dont Nouveau Forum est porteur puisent leurs racines dans l'aspiration vers la justice, la démocratie, la liberté, ainsi que dans le désir de défendre et de préserver la nature. Cette aspiration et ces désirs animent notre action sociale. Nous appelons tous les citoyens de la RDA qui veulent transformer la société à devenir membres de Nouveau Forum. Les temps sont mûrs pour cela. ■

10 septembre 1989

# L'Appel de Böhlen

**VOICI des extraits de la plate-forme élaborée le 19 septembre dernier, lors d'une rencontre réunissant près de 500 opposants est-allemands, à Böhlen.**

## DOCUMENT



L'EXEMPLE de la Hongrie montre que dans ces conditions [de crise du "socialisme réellement existant"], le recours a-critique à l'arsenal des mécanismes du marché dans le but de réaliser une réforme économique, produit lui-même des crises et une différenciation sociale.

Si, en République démocratique allemande (RDA), on permet aux réformes (qui n'ont que trop tardé, vu l'accumulation de problèmes économiques, sociaux et politiques) de faire un "saut dans l'inconnu", on risque de se retrouver face au danger d'une restauration du capitalisme ou de l'instauration d'une dictature militaire néo-stalinienne.

Cependant, c'est en RDA et en Tchécoslovaquie qu'existent les pré-conditions économiques et politiques les plus favorables à une transformation radicale victorieuse vers le socialisme, si le fort potentiel manifeste pour une telle perspective peut être retrouvé.

Nous croyons que la RDA, en particulier, a l'opportunité historique de rénover la conception du socialisme. En cas d'échec, cela aura comme conséquence de suspendre — et probablement pas seulement dans notre pays — la perspective d'une vie collective socialement équitable, garantissant l'épanouissement de chaque membre de la société.

Les conditions extérieures pour un renouveau radical sont très complexes. Au sein du capitalisme international moderne, la désillusion des travailleurs face à l'inefficacité du modèle social-démocrate de l'Etat-providence favorise un tournant néo-conservateur.

Les syndicats ont le dos au mur. Le déclin de l'influence des partis communistes occidentaux et leur social-démocratisation galopante atteignent des proportions que l'on doit qualifier de "très sévères". L'internationalisme des partis communistes de masse a, en fait, cessé d'exister, et ils peuvent désormais se cacher derrière l'internationalisme social-

démocrate qui continue à fonctionner, mais n'en est pas moins pitoyable.

La fascination causée par l'abandon par le Parti communiste d'Union soviétique (PCUS) de sa stagnation, de son stalinisme et de son arrogance de grande puissance se transforme de plus en plus en inquiétude : les forces centrifuges qui montent actuellement pourraient détruire bien plus que ces blocages qui empêchaient un réel développement socialiste. Le bouleversement économique dans les pays réformistes ne rencontre aucun succès. Vu les enjeux, le manque de renouveau radical d'une théorie basée sur le marxisme est catastrophique.

Mais l'opportunité est toujours présente. Un tournant vers le socialisme ne serait plus confronté, aujourd'hui, à une intervention militaire des "pays frères bien intentionnés". L'intervention politique de l'Occident, à travers la "coopération économique", dans le contexte d'une situation économique assez lugubre, est bien plus grande.

La question décisive reste la base sociale, la maturité politique et la force de ceux qui, à l'intérieur du pays, soutiennent sérieusement et programmatiquement le socialisme.

Pour nous, dans les conditions actuelles de la RDA, cela signifie qu'il faut regagner cette base. Et ici, les pré-conditions en sont indubitablement plus favorables que dans les autres pays du "socialisme réellement existant", malgré le fait que la répression politique se poursuive, et touche en premier lieu les forces de gauche.

### Ni stalinisme, ni capitalisme

La gauche dans notre pays ne peut se permettre d'être sectaire. Elle doit être le moteur d'une "coalition de raison", basée sur les multiples forces sociales et politiques de RDA favorables au socialisme, mais avant tout, des forces sociales et politiques qui offrent une perspective.

Aucun de ceux qui veulent contribuer à ce processus de renouveau, donc y compris des membres du Parti communiste, ne doivent en être exclus. Par ailleurs, les expériences récentes ont montré ce qu'il en coûtait d'entretenir des liens sans principes, en l'absence d'une philosophie sociale. Nous rejetons fermement tout "remplacement" de l'oppression politique bureaucratique par une exploitation capitaliste.

La gauche doit s'unir sur les bases suivantes :

— La prédominance de la propriété collective des moyens de production comme base de la socialisation socialiste.

— Le développement de l'auto-gestion des producteurs dans la réalisation d'une véritable socialisation de toute activité.

— L'application cohérente des principes de sécurité sociale et de justice pour les membres de la société.

— La démocratie politique, un Etat de droit, la réalisation cohérente de tous les Droits de l'homme et du développement libre de la personnalité de chaque membre de la société.

— La restructuration de la société industrielle afin de la rendre conforme aux besoins de protection de l'environnement. ■

Die Linke

## Débats et divisions au sein du SED

PETER Schütt, membre du Comité central du Parti communiste d'Allemagne de l'Ouest (DKP), de 1971 au début de 1989, révèle dans le *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, du 19 octobre dernier, qu'un profond mouvement de contestation traverse le SED depuis de longues années. Cela a commencé lors de l'exil imposé au compositeur-interprète de gauche, Wolf Biermann, en 1976.

Lorsque les autorités interdirent la diffusion de la revue soviétique *Sputnik* en RDA, en octobre 1988, la direction du SED a reçu 45 000 lettres et résolutions de protestation, émanant souvent de cellules de base du Parti. Une vague de protestation analogue s'est produite quand les médias du SED — et l'actuel Premier secrétaire, Krenz — approuvèrent l'écrasement des manifestants de la place Tiananmen à Pékin.

Il existe beaucoup de sympathie pour Gorbatchev à la base du SED. Les "rénovateurs" du DKP ont eu la possibilité d'exposer et de défendre leurs points de vue critiques dans les directions, tant du DKP que du SED, ainsi que devant des assemblées de membres du SED à Dresde, Rostock et Francfort-sur-l'Oder, même s'il s'agissait d'assemblées triées sur le volet.

Peter Schütt ajoute : « J'ai l'impression que les décisions les plus violentes prises actuellement au sein du SED concernent les questions de sa propre histoire, surtout l'ensemble de la problématique stalinienne et le stalinisme. Le Parti est forcément divisé sur la question de l'héritage stalinien. La déchirure traverse probablement chaque groupe [chaque cellule et section]. Elle traverse même chaque membre individuellement. » ■

# La question nationale en URSS

**L**E STALINISME n'est pas russe par essence. C'est une dictature politique de la bureaucratie, lui assurant ses privilèges dans l'URSS tout entière (mais aussi en Roumanie, en Tchécoslovaquie, etc.) sur le dos des travailleurs et de la population russes et non-russes. Mais il s'est accompagné d'une domination nationale, dont le chauvinisme grand-russe était déjà dénoncé par Lénine peu avant sa mort ; elle s'est accentuée lors de la Seconde Guerre mondiale avec les conséquences du pacte germano-soviétique (notamment l'annexion des Républiques baltes), puis la répression et la déportation de peuples entiers suspects en tant que tels de collaboration.

## Chauvinisme russe

La remontée des nationalismes périphériques en Union soviétique, en réaction à l'oppression, a pu être exploitée par des fractions des bureaucraties régionales non moins corrompues que la bureaucratie grand-russe. Néanmoins, les privilèges de fait accordés à la langue et à la culture russes et le comportement arrogant et chauvin de la bureaucratie grand-russe, sur fond de nationalisme de grande puissance, constituent la cause fondamentale de la crise actuelle des rapports entre nationalités. Ensemble, avec les méfaits idéologiques, socio-économiques et écologiques de la dictature bureaucratique, ils expliquent la dynamique explosive de cette crise.

Les mouvements de masse nationaux, qui ont très souvent démarré sur le terrain écologique, se sont nourris des appels à la transparence et à l'autonomie lancés par les réformateurs. Ils ont parfois trouvé (au moins au départ) un soutien dans une partie de l'appareil réformateur, lui-même évoluant de façon tactique en fonction de la force populaire des mouvements et de leur dynamique.

C'est donc dans le cadre d'une crise globale et de réformes d'ensemble affectant toute l'Union soviétique que les mouvements nationaux se sont développés récemment, avec des contenus différents. Les mouvements "d'en bas" ont eu la possibilité d'exploiter les réformes "d'en haut" pour étaler leurs propres exigences.

Les grands mouvements de masse des peuples non russes ont, pour l'essentiel, exprimé de puissantes aspirations démocratiques et anti-bureaucratiques. On peut regrouper les revendications au contenu progressiste, en trois grands types de demandes : linguistiques et culturelles, partout où la langue

**EN UNION SOVIETIQUE, Etat multinational, l'oppression nationale est un des aspects de l'oppression bureaucratique, qui suscite les mobilisations les plus grandes. Au-delà de sa dimension culturelle, elle pose la question du niveau où s'exerce le pouvoir : police, choix des investissements, contrôle de la pollution, etc.**

Catherine VERLA

nationale a été étouffée ; socio-économiques et écologiques, remettant en cause les choix bureaucratiques des industries imposées du Centre ; politiques, dénonciation des crimes staliniens contre des peuples entiers après la guerre et, plus généralement, luttes en faveur de la souveraineté nationale des Républiques soviétiques.

Mais sont apparus aussi : des pressions pour une restauration capitaliste, notamment dans les républiques les plus développées ; des conflits inter-bureaucratiques tentant d'exploiter les différents nationalismes, pour renforcer le pouvoir bureaucratique local ; des courants intégristes, racistes, ainsi que de véritables pogroms parfois exercés par des nationalités non russes (elles-mêmes opprimées) contre leurs propres minorités ; et enfin, le mouvement *Pamiat*, aile extrême du nationalisme grand-russe, vieux-slave, xénophobe et antisémite.

## Droit à l'auto-détermination

Une solution correcte de la question nationale nécessite non seulement l'abolition de tous privilèges nationaux ou linguistiques, et de toutes formes de tutelle exercées sur la moindre nation ou ethnie, mais aussi une réparation des torts séculaires de l'oppression nationale ou raciale, par une "action positive" en faveur des nations et minorités opprimées, de manière à faciliter leur affranchissement dans tous les domaines. Alors seulement, pourra s'établir une stricte égalité entre toutes les nations, toutes les langues et toutes les ethnies.

La domination de la langue russe exige une protection particulière des langues non russes : le statut de langue d'Etat doit assurer que la langue des républiques non russes soit effectivement utilisée dans la vie politique et culturelle. Ceci ne signifie nullement l'acceptation d'une quelconque notion réactionnaire d'Etat ethniquement pur ou de citoyens de second rang : dès lors qu'ils sont résidents stables, tous les individus, quelle que soit leur nationalité d'origine, doi-

vent avoir les mêmes droits que tous les citoyens de la République.

Pour être viable, l'adhésion à un Etat multinational doit être librement et démocratiquement décidée et librement réversible. Ce jugement fondamental implique la défense inconditionnelle du droit des nations opprimées à l'autodétermination, donc le droit à l'indépendance étatique. Celle-ci n'est pas la seule, ni forcément la meilleure réponse en terme de souveraineté. C'est en tout état de cause aux populations concernées de choisir librement et démocratiquement leur avenir, c'est-à-dire le cadre qui leur paraît le mieux permettre de défendre leurs aspirations culturelles, politiques et socio-économiques. Cela peut d'ailleurs changer très vite en fonction des conditions politiques de lutte.

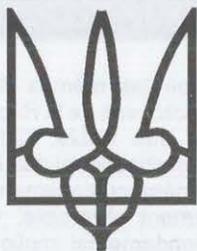
## Des républiques souveraines

Une fédération ou confédération d'Union de républiques socialistes soviétiques effectivement souveraines ne pourra exister que sur la base de la plus large démocratie socialiste. Tout vestige du pouvoir stalinien doit donc être balayé par une révolution politique, avec le développement de l'auto-organisation de masse des travailleurs. La portée anti-bureaucratique des mouvements nationaux se mesurera par conséquent à leur capacité de stimuler et soutenir une telle auto-organisation, dans une URSS où le prolétariat représente désormais la majorité de la population active.

De ce point de vue, le récent Congrès du mouvement populaire ukrainien pour la restructuration (voir pages suivantes) puise sa force dans l'unité qui s'y est affirmée entre les représentants ouvriers de la grande lutte des mineurs et les différentes composantes du mouvement national ukrainien. Les conclusions programmatiques du Congrès illustrent la transformation profonde de l'Ukraine depuis des décennies de pouvoir bureaucratique, et le contexte politique présent : à la différence des années 30, la société ukrainienne est marquée, aujourd'hui, par une classe ouvrière puissante et russifiée, dont la logique est d'abord une lutte contre la bureaucratie à l'échelle de la République et de l'Union qui converge avec les grèves ouvrières en Russie même. La souveraineté nationale dans le cadre de l'Union soviétique est une des dimensions de cette lutte. La démocratie ouvrière sera réciproquement la condition d'une réelle souveraineté. Aujourd'hui, les deux objectifs doivent et peuvent être simultanément à l'ordre du jour. ■

30 octobre 1989

## La question nationale en Ukraine



LE CONGRES de fondation du mouvement populaire d'Ukraine pour la restructuration, le *Narodnyi Roukh Oukraïny za Vidbudovu*, s'est finalement tenu à Kiev, les 8 et 10 septembre derniers. La constitution effective du mouvement a longtemps été différée à cause de l'atmosphère répressive régnant en Ukraine, une répression plus importante que dans d'autres républiques soviétiques. Ici, l'ère Brejnev a été vécue sous la férule de Volodymyr Chtcherbytsky, nommé premier secrétaire en 1972, dans le contexte d'une purge des "déviationnistes nationalistes" et de la destruction de la renaissance culturelle ukrainienne des années 60.

Ainsi, le fait que le Congrès ait pu se tenir est une défaite évidente pour la direction locale du Parti. En fait, le deuxième jour, une lettre ouverte à Gorbatchev demandant le renvoi de Chtcherbytsky, signée par dix-huit Ukrainiens membres du Congrès des députés du peuple, a été lue en public. Lors du plenum extraordinaire du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS), à la fin septembre, le Premier secrétaire d'Ukraine a été renvoyé du Bureau politique du Parti. Peu de temps après, il était également renvoyé de la direction du Parti en Ukraine.

Si Chtcherbytsky avait auparavant échappé au renvoi qui a touché d'autres dirigeants conservateurs du Parti, c'est parce que, pour les dirigeants soviétiques, l'Ukraine était trop importante pour y risquer une expérience similaire à celle des républiques baltes. Maintenant, il semble qu'ici aussi, il est impossible d'empêcher la libéralisation. Bien que la conscience nationale soit beaucoup plus inégale en Ukraine que dans les nations les plus structurées de l'URSS, la croissance d'un mouvement national de masse dans la seconde république (par la taille) de l'Union peut signifier une avancée qualitative dans la lutte pour des droits démocratiques nationaux. ■



# L'essor du Mouvement populaire ukrainien

**L'AUTEUR de cet article est l'un des trois Ukrainiens vivant à l'Ouest qui ont participé au Congrès de fondation du Mouvement populaire ukrainien pour la restructuration (Roukh). Cet article a été rédigé avant la chute du brejnevien Volodymyr Chtcherbytsky, Premier secrétaire du Parti communiste d'Ukraine.**

**Jaroslav KOSHIW**



L'IMPOSSIBLE s'est produit les 8, 9 et 10 septembre derniers, à Kiev, capitale de la République soviétique d'Ukraine. Plus de mille militants politiques opposés à l'ordre de Moscou ont tenu un congrès pour construire le Mouvement populaire ukrainien pour la restructuration (Roukh). Les délégués représentaient des organisations régionales du Roukh. La salle de l'Institut polytechnique de Kiev était pavoisée avec les drapeaux nationaux bleus et jaunes avec des tridents, interdits jusqu'ici. Les délégués avaient décoré leurs poitrines de badges reproduisant ces symboles de l'indépendance ukrainienne. A l'extérieur, une foule importante de partisans du Mouvement, arborant des drapeaux bleus et jaunes, écoutait les débats grâce à des haut-parleurs. Pas loin, se tenait la milice de Kiev, avec des troupes anti-émeutes

spéciales prêtes à intervenir. Pour la première fois à Kiev, personne n'a été arrêté pour avoir porté un drapeau ou un badge ukrainien.

Après trois jours de débats tendus et chaotiques qui, à un moment, ont manqué faire exploser le Congrès, le Mouvement a adopté des statuts, un programme et des résolutions, et a élu ses dirigeants.

Quand l'idée du mouvement avait été débattue pour la première fois, en janvier 1989, les fondateurs avaient proposé qu'il reconnaisse le rôle dirigeant du Parti. Cependant, lors du Congrès, cette question n'est même pas apparue dans le programme proposé, et n'a pas été débattue. La revendication la plus immédiate du Congrès a été la tenue d'élections directes et démocratiques à la présidence et au Soviet suprême d'Ukraine.

Dans la soirée de dimanche, après la fin du congrès, les délégués et les partisans du Mouvement ont défilé avec leurs drapeaux, sur plus d'un kilomètre, vers la statue de Tarass Chevtchenko, principal protagoniste du réveil de l'Ukraine au XIXe siècle. Là, ils ont tenu une enthousiaste réunion nocturne où sont intervenus des leaders du Mouvement, ainsi qu'Adam Michnik et Volodymyr Mokry de Solidarité (Pologne).

Le Congrès a connu nombre de temps forts. Les deux apparitions au podium de Leonid Kravtchouk, chef du département d'Idéologie du PC ukrainien, ont beaucoup surpris les délégués. Il a demandé au Mouvement de coopérer avec les éléments réformistes du Parti, ce qui a donné une dimension nouvelle et inattendue aux débats. Il a prévenu le Mouvement qu'il était moins puissant que les forces qui s'y opposent et l'a

appelé à modérer ses revendications. L'apparition d'un représentant de la face la plus acceptable du PC, Ivan Salyi, l'un des dirigeants de Kiev, a été acclamée par les délégués. Son appel à la démission de Chtcherbytsky, a été accueilli par un tonnerre d'applaudissements.

Le Congrès a été galvanisé par la prestation d'un dirigeant des troupes soviétiques, originaire d'Ukraine occidentale, le colonel Vilei Martirosian, qui est également député au Soviet suprême comme représentant de la ville ukrainienne de Rivno, et membre du Roukh. Il a dit aux délégués que lui, et d'autres dirigeants de l'armée qui partagent ses opinions, ont décidé qu'ils se rangeraient aux côtés du peuple si l'on tentait d'imposer une solution militaire aux problèmes politiques de l'Ukraine. Comme si cela ne suffisait pas, le chef de la milice de Kiev, Chapotchka, a envoyé ses vœux de succès au Congrès.

### Pléiade de participants de tous les horizons

La présentation d'anciens prisonniers politiques, surtout entre autres, celle de Levko Lukyanenko, Viatcheslav Tchornovil, et Ivan Hel, constitua un autre temps fort. L'évêque Pavlo Vasylyk de l'Eglise catholique ukrainienne interdite demanda, depuis la tribune, la légalisation complète de l'Eglise et la restitution de ses biens. Un représentant de l'Eglise orthodoxe autocéphale [indépendante du patriarcat orthodoxe russe, ndr] demanda également l'aide des délégués pour la légalisation de son Eglise.

Depuis la révolution de 1917-20, l'Ukraine n'avait jamais connu de réunion politique avec une telle palette d'opinions. Il était clair pour tous les participants que le Congrès représentait le point de départ de nouveaux rapports de forces politiques en Ukraine.

Trois regroupements principaux ont participé au Congrès. Le plus important était constitué des délégations des régions d'Ukraine de l'Ouest : Lviv, Rivno, Ternopil, et Ivano-Frankivsk, dont l'autoconfiance et la détermination à mener à bien l'indépendance de l'Ukraine sont relayées par un soutien populaire massif. Deux semaines avant le Congrès, à l'anniversaire du pacte germano-soviétique entre Staline et Hitler, quand l'Ukraine occidentale avait été "libérée" par l'armée rouge, elles ont dirigé de grandes manifestations dans toute la région. Les villes de Lviv, Ternopil et Ivano-Frankivsk ont connu des manifestations de plus de 100 000 personnes.

De l'autre bout de l'Ukraine, le Donbass, sont venues des délégations de représentants des comités de grève des mineurs. Elles étaient conduites par le dirigeant de la grève, Petro Pobejny de Donetsk qui, comme les autres représentants des mineurs, n'a pas la même ferveur nationaliste que les Ukrainiens de l'ouest. Les représentants des mineurs appuient la revendication exigeant que l'ukrainien soit la langue officielle de

l'Etat, mais revendiquent aussi le droit de pouvoir traiter leurs affaires locales en russe, ce qui n'est en rien agréable aux oreilles de beaucoup de militants actifs d'Ukraine occidentale. Cependant, grâce à leur grève réussie de l'été dernier, ils ont fait montre d'encore plus de confiance en eux que les Ukrainiens de l'ouest. Ils sont également favorables à toutes les initiatives pratiques pour le contrôle politique des villes minières du Donbass.

### Manœuvres de l'appareil

Certains des comités de grévistes ont pris leurs quartiers dans des bâtiments des instances locales du Parti, depuis lesquels ils administrent leurs districts. Ils sont intervenus avec brio lors du Congrès, où ils ont mis en garde les délégués, en prédisant que si le drapeau bleu et jaune était adopté comme symbole national ukrainien, le Mouvement serait rejeté par les habitants russophones du Donbass.

Les délégués de Kiev, ayant à leur tête la fine fleur de la littérature ukrainienne et de l'intelligentsia universitaire, et appuyés par de nombreuses implantations sur les lieux de travail, ont eu l'impact le plus large dans la conférence. Ce sont eux qui l'ont organisée, qui ont préparé le programme, et conduit les éléments disparates dans une direction commune. Ils ont finalement été élus dirigeants du Mouvement. Durant les débats, il est devenu évident que les organisateurs, menés par Volodymyr Lavyrsky, Dmytro Pavlytchko, et Ivan Dratch, tous trois membres du Parti communiste, avaient formé une conspiration avec d'autres éléments réformistes du Parti, afin d'amener le Congrès, non plus à une confrontation, mais à une coopération avec un PC ukrainien prêt à être réformé.

Cette tâche a incombé à Dmytro Pavlytchko qui a présidé de nombreux débats afin de manœuvrer, avec succès, les délégués vers le rejet ou l'adoucissement des résolutions conflictives. Les résolutions trop extrêmes du point de vue du Parti étaient écartées, ou l'on reportait leur vote, de manière à permettre à des orateurs complices d'en préparer d'autres. Par exemple, les résolutions sur l'accident de Tchernobyl, y compris celle sur la tenue d'un procès public de Chtcherbytsky et d'autres dirigeants du Parti, n'ont pas été présentées au vote. Les délégués ont été facilement

orientés vers l'approbation d'une résolution sur l'écologie, poétique certes, mais vide de sens et n'engageant le Mouvement à aucune action spécifique.

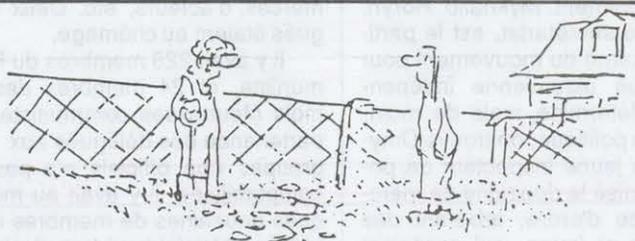
Il n'y a qu'un point sur lequel l'habileté de Pavlytchko à contrôler le devenir des résolutions a échoué : le vote de la résolution sur la nouvelle loi électorale de la République ukrainienne. La loi électorale proposée par le Parti était censée lui conserver la majorité des délégués dans le Soviet suprême ukrainien et, par ce biais, la présidence. Le Congrès a accepté une loi électorale différente, stipulant que l'élection de tous les délégués et de la présidence s'effectuerait directement.

La ferveur des délégués a atteint son point culminant lors de la discussion sur l'attitude à adopter au cas où le Parti promulguerait sa proposition de loi électorale. Malgré les efforts de Pavlytchko pour différer le vote sur cette question, le Congrès a voté en faveur d'un appel à une grève nationale en Ukraine, au cas où la proposition de loi électorale officielle serait adoptée malgré tout.

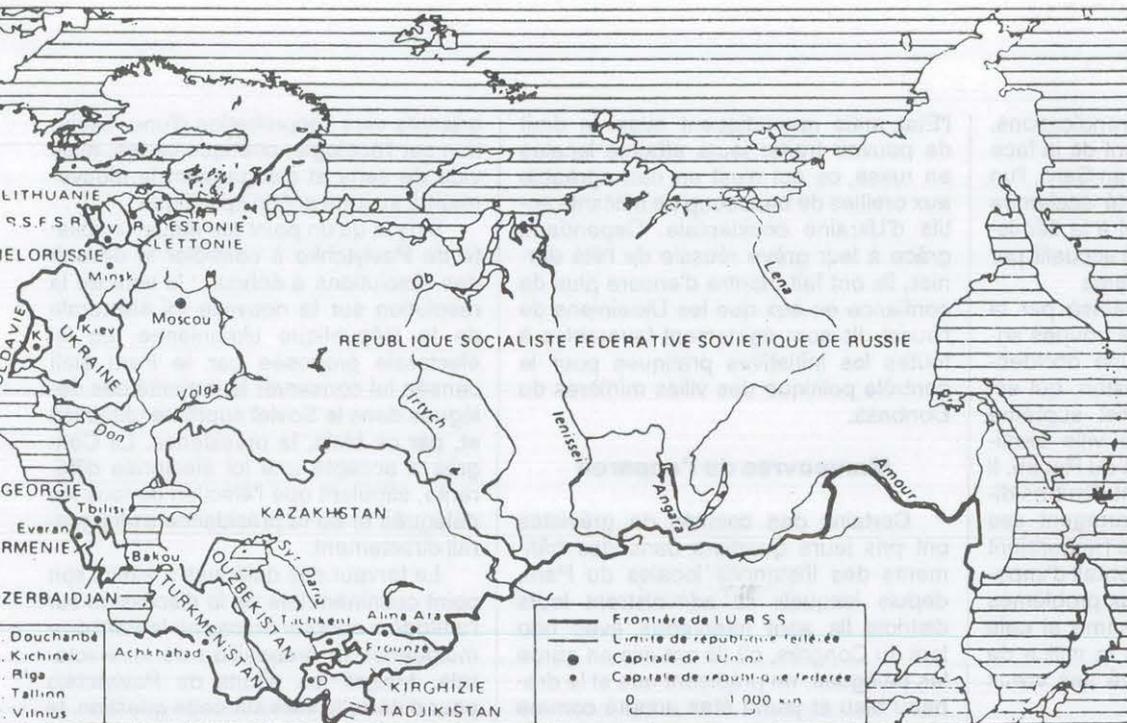
En dehors des trois principaux groupes régionaux, les délégués des villes qui se trouvent entre la région de Kiev et le Donbass formaient un groupe distinct, bien que peu important. Ils tiraient leur force de leur implantation sur leurs lieux de travail. Bien qu'ils aient adopté le drapeau bleu et jaune avec le trident, ils souhaitent, comme les délégués de Kiev, modérer les revendications nationalistes sur la question linguistique, afin de préserver des relations étroites avec les comités de grève des mineurs du Donbass.

### Le poids des députés

Par ailleurs, trente-cinq députés du Soviet suprême de l'URSS appuient le Mouvement. Ces députés sont tous des représentants des groupes majoritaires au Congrès. Avec les nouveaux députés qui seront bientôt élus au Soviet suprême ukrainien, ils sont destinés à jouer un rôle de direction dans un futur proche, qui sera certainement une période tumultueuse de l'histoire politique de l'Ukraine. Les membres réformistes du PC, menés par Kravchuk, et encore davantage par Salyi, joueront aussi un rôle clé dans le futur développement du Mouvement et de la situation politique. Il est certain, que des oppositions ouvertes à Chtcherbytsky existent, au moins dans l'appareil du Parti à Kiev.



*C'est l'œuvre de Staline sur la question nationale que j'ai enterrée quelque part...*



Mais dans les régions, spécialement dans les villes de Kharkiv et d'Odessa, la résistance au changement est très forte chez les dirigeants locaux du Parti. Le Parti d'Odessa a envoyé au Congrès une délégation triée sur le volet, pour faire face à celle élue par les membres du Mouvement à Odessa. Quand les mandats des délégués désignés par le Parti ont été rejetés par la Commission des mandats du Mouvement, la télévision ukrainienne en a profité pour annoncer que le Congrès n'était pas démocratique. En raison de cette fausse information, et d'autres, la télévision ukrainienne a été exclue par les délégués du Congrès. A Kharkiv, pendant que se déroulait le Congrès, le dirigeant du Parti a orchestré une manifestation contre les "nationalistes" rassemblés à Kiev, ce qui montre comment un certain type d'opposition populaire peut être organisée contre le Mouvement par des dirigeants conservateurs du Parti aux abois.

Le Congrès a élu Ivan Dratch comme principal dirigeant, pour une période de deux ans. Dratch, dont l'intégrité personnelle ne fait pas de doute, n'est cependant pas de taille pour faire face politiquement aux dirigeants régionaux endurcis. Cela vaut également pour son assistant, Serhii Koniev, un bon orateur et un radical apprécié, député au Soviet suprême de Dniprodzerjynsk, ville du cœur industriel de l'Ukraine.

Les deux personnalités politiques les plus fortes se retrouvent dans le Secrétariat élu des dix personnes qui seront employées à plein temps pour administrer le Mouvement. Mykhailo Horyn, qui présidera le secrétariat, est le partisan le plus acharné du mouvement pour une République ukrainienne indépendante. Aussi déterminé, mais de moindre intelligence politique, on trouve Dmytro Poyezd, un jeune inspecteur de police, qui a organisé la douzaine de membres du service d'ordre, arborant des brassards bleu et jaune, qui gardaient énergiquement toutes les portes de la salle du Congrès, pour les protéger de la

foule qui les assiégeait. Depuis le podium, parlant comme un futur ministre de l'Intérieur, Poyezd a appelé à l'organisation d'équipes d'auto-défense contre la répression dans toute l'Ukraine.

### L'origine sociale et ethnique des délégués

Une enquête sur les antécédents des délégués a été effectuée lors du Congrès : les 1 158 délégués élus dans toutes les régions d'Ukraine représentaient 280 000 membres actifs. 1 109 délégués ont assisté au Congrès. Les délégations les plus importantes venaient des villes de Kiev, Lviv, Rivno, Ternopil et Ivano-Frankivsk ; trois des vingt-cinq régions d'Ukraine, la Crimée, le Voroshylovhrad et la Transcarpathie n'ont pas tenu de Congrès régionaux.

Sur le plan des nationalités, 944 délégués étaient Ukrainiens, 77 Russes, 9 Juifs, 6 Polonais, 6 Biélorusses, 2 Arméniens, et il y avait également un Coréen, un Grec, un Hongrois, un Tchèque et un Tatar de Crimée. L'apparition d'un Nord-Coréen parlant ukrainien fut l'un des moments les plus exotiques du Congrès.

Sur le plan professionnel, les délégués se répartissaient ainsi : 329 ingénieurs, 130 professeurs, 121 universitaires, 109 travailleurs, 104 travailleurs dans le domaine culturel, 48 médecins, 42 journalistes, 25 avocats, 16 agriculteurs, 6 permanents du Parti, 6 travailleurs indépendants et une demi-douzaine d'étudiants, de prêtres, d'architectes, d'employés dans des commerces, d'acteurs, etc. Deux des délégués étaient au chômage.

Il y avait 228 membres du Parti communiste, et 24 membres des Komsozols (Jeunesses communistes). L'appartenance des délégués aux différents groupes non officiels n'a pas pu être comptabilisée. Il y avait au moins quelques douzaines de membres de l'Union Ukraine Helsinki qui est, de loin, le regroupement non officiel le mieux organisé politiquement en Ukraine. Tous ses

principaux leaders, tels Levko Lukianenko et Viatcheslav Tchornovil, ont été délégués et ont prononcé des discours qui furent bien accueillis.

Parmi les invités étrangers, on trouvait des représentants de Pologne, de Tchécoslovaquie et de Roumanie. Venus de Pologne, Adam Michnik et Volodymyr Mokry (Ukrainien membre du parlement polonais), parlèrent au nom de Solidarité. Il était étonnant de constater qu'il n'y avait qu'un seul invité de chaque pays "occidental" représenté : le professeur Taras Hunczak des Etats-Unis, Khrystyna Krylyn du Canada, et Jaroslav Koshiw de Grande-Bretagne.

On ne comprend pas pourquoi des visas ont été refusés à de nombreuses autres personnes qui voulaient venir des Etats-Unis. Le journal contrôlé par Chtcherbytsky, *Pravda Oukraïny*, a publié un article calomnieux pendant le Congrès, accusant Hunczak et Krylyn d'être des ennemis de l'Etat soviétique. Cette manœuvre a fait long feu quand le Congrès a convié les accusés à la tribune, et les a salués de manière très enthousiaste.

### Unité I

Parmi les nombreux slogans repris à tue-tête par les délégués, celui qui a dominé à la fin, presque à l'exclusion de tous les autres, a été "Unité !" Les délégués ont senti que les possibilités d'éclatement étaient réelles autour de la question linguistique, des symboles de l'indépendance, et des relations avec le PC.

La liberté de parole est en train de devenir la norme en Ukraine, que cela soit au Congrès ou dans la rue. Restent encore à venir la liberté de la presse et des médias audiovisuels, ainsi que le droit d'organiser des partis politiques. Mais les premiers pas viennent d'être faits dans cette direction.

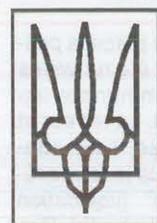
Le Congrès a également décidé de publier son propre journal, *Narodna Hazeta*, et a élu son rédacteur en chef, Anatoly Chvychenko. Le journal devrait être publié par l'imprimerie de Kiev qui imprime tous les plus grands journaux d'Ukraine, et dont les travailleurs sont partisans du Mouvement. Ceci, et la possibilité pour le Mouvement d'avoir son propre bâtiment à Kiev, ont été la carotte qui a conduit, même les nationalistes les plus acharnés, à accepter une modération des résolutions du Congrès. Le réalisme politique a décidé de l'issue finale du Congrès. Le Mouvement populaire ukrainien était né. ■

15 septembre 1989

# Le mouvement ukrainien face à ses tâches historiques

**DURANT LES ANNEES 30, la contre-révolution stalinienne a eu un effet particulièrement terrible pour le peuple ukrainien. Plusieurs millions de paysans sont morts à cause de la famine provoquée par la politique de Staline. L'identité nationale fut presque complètement exterminée. Le Parti communiste et l'appareil d'Etat de cette république, furent détruits au moyen d'une terreur policière gigantesque. Staline imposa une russification forcée au peuple ukrainien.**

Zbigniew KOWALEWSKI



EN 1939, sur la base du pacte germano-soviétique entre Staline et Hitler, l'URSS annexa l'Ukraine occidentale qui appartenait auparavant à l'Etat polonais. Cette annexion devint définitive à la fin de la Seconde

Guerre mondiale. Mais ce fut une annexion très difficile, parce que l'instauration du régime stalinien, en Ukraine occidentale, rencontra une forte résistance populaire. Le mouvement de guérilla rurale très étendu et dirigé par les nationalistes radicaux — l'insurrection armée ukrainienne — fut écrasé au début des années 50. Mis en déroute sur leurs terres, les nationalistes ukrainiens se retrouvèrent, en 1953-1954, après la mort de Staline, à la tête des mouvements de grève dans les camps de concentration, depuis Vorkouta et Norilsk au Nord du cercle polaire, jusqu'à Kinguir au Kazakhstan.

## Un cheminement difficile

Ce fut sur cette base que, durant les décennies ultérieures, se forgea la continuité de la mémoire historique parmi les générations successives des dissidents ukrainiens qui constituaient un nombre important des prisonniers politiques de "l'archipel du Goulag". Mais à l'époque de Gorbatchev, la transition d'une dissidence historique et aguerrie à un mouvement de masse s'est révélée très difficile. Deux facteurs ont déterminé le retard relatif de la formation d'un Front populaire en Ukraine.

Cette république continua à être gouvernée par les noyaux les plus durs de la bureaucratie conservatrice, c'est-à-dire, les plus fidèles à l'*ancien régime* brejnévien.

La libéralisation politique a rencontré ici une résistance féroce de l'appareil bu-

reaucraticque, tenu fermement par le patron du Parti communiste en Ukraine, Volodymyr Chtcherbytsky. Les libertés qui sont déjà monnaie courante à Moscou ou à Leningrad, sans parler de Tallin, Riga ou Vilnius (capitales des Républiques baltes) sont encore à conquérir en Ukraine, à travers une dure lutte par l'affrontement régulier avec une police qui n'a pas renoncé à ses vieilles habitudes.

Quand, au début de l'année 1989, au sein de l'Union des écrivains ukrainiens, surgit l'idée d'un Front populaire et que le journal de cette union, *Literaturna Oukraïna*, en publia le projet de programme, l'équipe de Chtcherbytsky lança une contre-offensive idéologique, politique et policière agressive. Mais le développement toujours plus important du mouvement de masse indépendant a finalement rendu possible la réunion de son Congrès constituant à Kiev.

L'importance de ce succès est évidente si l'on tient compte du fait qu'en Biélorussie, autre bastion d'une bureaucratie conservatrice, le congrès constitutif du Mouvement populaire a dû se réunir récemment "en exil", à Vilnius, sous la protection du mouvement lithuanien Sajudis. De plus, peu de jours après le congrès de Kiev, Chtcherbytsky, le vieux patron tout puissant du PC, fut éliminé. Mais il semble que ce sont ses protégés qui continuent à exercer le pouvoir.

## Réveil national

La seconde difficulté est due aux rythmes très inégaux du réveil national et du développement du mouvement de masse en Ukraine. Depuis l'été 1988, la ville de Lviv, centre traditionnel d'Ukraine occidentale, est devenue la scène de mobilisations quasi permanentes des masses, avec des consignes chaque fois plus radicalement nationalistes et démocratiques, et en rupture chaque fois plus ouverte avec le régime bureaucratique. C'est là-bas que la combative Union Helsinki Ukraine (UHS) s'est re-

constr. et a gagné rapidement une influence à masse. Pendant ce temps, en Ukraine centrale et orientale, les masses se mobilisèrent plus lentement, autour de revendications moins nationalistes, pour une « *écologie de la nature, de la langue et de la culture* » et sous la direction d'intellectuels liés à l'aile gorbatchévienne de la bureaucratie.

Finalement, en juillet 1989, le mouvement ouvrier fit son apparition. Les mineurs du Donbass, grand centre minier d'Ukraine orientale, suivirent l'exemple de leurs camarades du Kouzbass, en Russie, se déclarant en grève. Leurs revendications furent exclusivement socio-économiques. Ils paraissaient indifférents aux revendications nationales. Ukrainiens en grande majorité, mais soumis à une forte russification, les mineurs du Donbass sont traditionnellement exclus de la possibilité d'accès à la langue, à la culture et à l'histoire ukrainienne. Au contraire, les mineurs grévistes de la région minière de Lviv, en Ukraine occidentale, commencèrent non seulement à combiner les revendications sociales et nationales, mais aussi, sous l'influence polonaise, à revendiquer la formation d'un "syndicat autogéré indépendant : Solidarité".

## Unité des composantes ethniques et sociales

Le second grand succès est la rencontre, lors du Congrès constituant du Mouvement populaire, des représentants des trois courants mentionnés — des nationalistes radicaux, des réformateurs modérés de Kiev et du mouvement ouvrier naissant du Donbass. L'unité entre ces courants est difficile, mais fondamentale pour la construction d'un mouvement de masse unitaire et démocratique. Le Congrès a représenté un pas important dans cette direction.

Le troisième succès est la participation au congrès des représentants de toutes les minorités nationales qui vivent en Ukraine, y compris les Tatars de Crimée qui luttent pour le droit de se réinstaller sur leur terre natale qui, aujourd'hui, forme une partie de la République ukrainienne. Non moins importante fut la présence des représentants du Front populaire de Moldavie où, comme en Estonie, la bureaucratie a réussi à mobiliser les ouvriers ukrainiens et russes contre les revendications nationales du peuple roumain de cette république.

Enfin, il faut noter la présence au congrès d'une délégation de dirigeants syndicaux et de parlementaires de Solidarité, reçue très chaleureusement. Les délégués ouvriers de Dniprodzerjynsk la saluèrent en déployant les banderoles du syndicat libre polonais.

Les relations historiques entre la Pologne et l'Ukraine sont terriblement chargées parce que, dans le passé, la nation polonaise fut l'une des nations qui a opprimé les Ukrainiens. La bureaucratie stalinienne en Pologne emploie toujours de nombreux moyens pour fomenter un

chauvinisme anti-ukrainien, en collaboration étroite avec la bureaucratie soviétique qui, pour sa part, fomente un chauvinisme anti-polonais en Ukraine. Aux dernières élections en Pologne, le Comité civique de Solidarité assura l'élection au parlement, pour la première fois, d'un porte-parole connu des intérêts de la minorité ukrainienne : Volodymyr Mokry.

Dans son discours prononcé à Kiev, Adam Michnik déclara que seule une lutte conséquente contre tout chauvinisme national permettra de construire un système de solidarité internationale : « Si nous ne réussissons pas à construire un tel système, alors nous serons condamnés à la balkanisation, aux hostilités inter-ethniques et à une dictature militaire, communiste ou anticommuniste. »

### Réapparition des Cent-Noirs ?

Plusieurs preuves montrent que, comme dans diverses autres républiques, les secteurs les plus rétrogrades de la bureaucratie tentent de détourner le développement du mouvement national en Ukraine vers des conflits inter-ethniques. Ils n'y sont pas parvenus jusqu'à maintenant, grâce aux énergiques dénonciations de telles intentions par l'Union Helsinki Ukraine et d'autres groupes indépendants. Mais les récentes mobilisations d'un "front internationaliste" qui tente de se construire dans la population russe de la République, à l'image des organisations similaires des Pays baltes, en réaction à l'ampleur du Mouvement populaire, commencent à être inquiétantes.

Depuis la tribune du Congrès, Yvan Dziouba, auteur du fameux livre dissident des années 60 — *Internationalisme ou russification ?* — rappela le cas des Cents-Noirs tsaristes : « Il s'agissait d'un puissant mouvement des couches défavorisées de la société, fortement patriotique et habilement dirigé par les spécialistes de la démagogie sociale et nationale.

« Leur tâche consistait à sauver l'empire tsariste de la révolution, dirigeant la colère du peuple non pas contre le régime, mais contre les "faux prédicateurs de la vérité", c'est-à-dire, contre les intellectuels révolutionnaires, contre la "Judo-maçonnerie" et contre les "allogènes qui oppriment le peuple russe". Peut-être ne sommes nous pas encore confrontés à la résurgence de Cent-Noirs de masse ? En tout cas, les trois idées fondamentales des Cents-Noirs sont de nouveau dans l'air. »

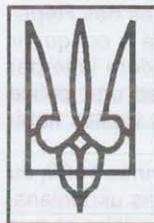
Il s'agit là d'un danger que seule une alliance des mouvements nationaux des peuples opprimés d'URSS avec le mouvement indépendant et multi-national de la classe ouvrière soviétique peut conjurer efficacement. ■

5 octobre 1989

# Programme du Roukh

**NOUS PUBLIONS ci-dessous le programme adopté par le Congrès de fondation du Mouvement populaire ukrainien pour la restructuration (Roukh). Ce texte a été traduit du numéro 2 489 du 21 septembre 1989, d'Oukraïnske Slovo, hebdomadaire ukrainien publié à Paris.**

## DOCUMENT



DURANT les dernières décennies du XXe siècle, notre société est entrée dans une profonde crise politique, économique, sociale, idéologique et morale. C'est le résultat du modèle totalitaire pseudo-socialiste imposé par la force par Staline ; de l'usurpation du pouvoir des soviets par la bureaucratie ; de la perte d'intérêt du peuple pour les moyens et les résultats de la production ; des décisions brutales et absurdes des autorités centrales ; de la perte de la souveraineté des républiques et de la transformation des gouvernements locaux en fantômes ; des mensonges sous couvert de phrases "internationalistes" ; de la politique d'acculturation nationale des peuples ; de la fusion et du mélange mécanique de différents groupes ethniques sans tenir compte de leurs intérêts vitaux.

Le XXe siècle a apporté au peuple ukrainien à la fois un immense espoir en la renaissance de son Etat et de sa vie culturelle nationale, et de terribles tragédies nationales. Après la disparition des empires russes et austro-hongrois, l'Etat ukrainien a été remis en selle par la proclamation de la République populaire d'Ukraine, et principalement par celle de la République populaire d'Ukraine de l'Ouest. Dans des circonstances historiques complexes, le processus de formation de l'Etat ukrainien a conduit à la création de la République soviétique ukrainienne qui, en 1922, s'est unie par le Traité de l'Union avec les Républiques soviétiques de Russie, de Biélorussie et du Caucase, au sein de l'Union des républiques soviétiques socialistes.

Dans la phase initiale de la vie de l'Ukraine soviétique, des conditions normales ont été créées pour le développe-

ment national et culturel du peuple ukrainien et l'assurance authentique de son existence en tant qu'Etat. Cependant, avec l'émergence du système administratif de direction stalinien, les principes de construction de la fédération soviétique ont commencé à être enfreints brutalement. La souveraineté de l'Ukraine a été foulée aux pieds. Tout comme les autres républiques, elle s'est, en fait, transformée en une unité administrative territoriale d'un Etat hypercentralisé.

## Terreur stalinienne

Ceux qui avaient mis en place la politique nationale léniniste ont été renvoyés de la direction du Parti communiste ukrainien et du gouvernement. La terreur et la collectivisation forcée se sont attaquées à la paysannerie sous le faux prétexte de "dékoulakisation" [liquidation des paysans cossus (koulaks) ndlr]. Des millions de gens ont perdu la vie lors de la famine créée artificiellement en 1933.

De plus, lors de la période de répression stalinienne, la totalité de l'intelligentsia nationale a été liquidée. Chaque manifestation de la conscience nationale a été violemment étouffée sous couvert de "lutte contre le nationalisme bourgeois ukrainien". Les Droits de l'homme et les droits nationaux ont été grossièrement violés. L'histoire et la culture de la nation ont été pillées, déformées, et insultées. Les monuments historiques des Ukrainiens et d'autres peuples ont été saccagés. La politique migratoire a été utilisée de manière intensive pour réduire le nombre absolu et la proportion d'Ukrainiens dans la population de la République.

La langue ukrainienne a été éradiquée de tous les domaines de la vie sociale dans la République. Dans les frontières de leur propre terre natale, existait une attitude hostile vis-à-vis du développement culturel des Ukrainiens. La nature a été irrémédiablement détruite dans toute une série de régions d'Ukraine. Il y a eu la tragédie de Tchernobyl.

Mais ce ne sont qu'une partie des crimes contre le peuple ukrainien commis par les dirigeants staliniens et les néo-staliniens de l'époque Brejnev. Si l'on ajoute à cela les pertes de la guerre civile, la famine de 1921-1922, la sauvagerie des occupants fascistes allemands et la famine de 1946-1947, on peut mesurer les pertes du peuple ukrainien durant le XXe siècle.

Il est impossible d'échapper à une

catastrophe nationale générale sans l'unité de toutes les forces ayant un sens du patriotisme et de la responsabilité historique en Ukraine. Et ce, indifféremment du lieu de résidence, de la nationalité ou de la religion, de l'appartenance à un parti, du statut social, du degré d'éducation, du sexe ou de l'âge. La forme de cette unité peut et doit être le Mouvement populaire ukrainien pour la restructuration (Roukh).

Des mouvements similaires visant à rallier les forces en faveur de la restructuration sont apparus, ou sont en train d'apparaître, dans plusieurs républiques et régions d'URSS. Ce n'est que l'un des signes de leur nécessité vitale, une manifestation tant de la dynamique générale pour la restructuration que des traits nationaux spécifiques. Le Roukh a fait son apparition dans la foulée de l'activité sociale développée par le processus de restructuration en URSS, qui cherche à dépasser la crise et à assurer un futur meilleur aux peuples de l'URSS.

### Principes, buts, orientations et moyens d'action du Roukh

**1)** Dans son action, le Roukh est gouverné par les principes de l'humanisme, de la démocratie, de l'ouverture, du pluralisme, de la justice sociale, et de l'internationalisme, exprimant les intérêts de tous les citoyens de la République, indifféremment de leur nationalité. Le Roukh unit leurs énergies patriotiques et exprime leurs aspirations à une renaissance politique, économique et culturelle de l'Ukraine. Il appuie les principes d'un renouvellement radical de la société, exprimé lors du vingt-septième Congrès du PCUS, de la dix-neuvième Conférence de tous les partis de l'Union, et du premier Congrès des députés du peuple de l'Union soviétique.

**2)** Le but principal de l'action du Roukh est de créer les conditions d'une vie décente pour le peuple, à travers sa participation créative à la construction d'une société démocratique et humaine en Ukraine, dans laquelle existera un authentique pouvoir du peuple ; le bien-être de la population, une renaissance et un développement aisé de la nation ukrainienne, la satisfaction des besoins nationaux et culturels de tous les groupes ethniques de la République ; la création d'un Etat ukrainien souverain qui décide de ses relations avec les autres républiques de l'URSS, sur la base d'un nouveau Traité de l'Union.

**3)** Le Roukh poursuit les buts suivants : promouvoir la construction d'un Etat national afin de transformer la République soviétique socialiste d'Ukraine en un Etat de droit démocratique, prêt à assurer le libre développement des individus, la défense des Droits de l'homme et de la nation, ainsi que l'exercice sans entraves des droits démocratiques fondamentaux ; mener à bien une restructuration radicale de l'économie de la Répu-

blique ukrainienne sur la base d'un auto-financement et d'une autonomie de gestion de la République, tenant compte des particularités régionales et structurelles de l'économie ukrainienne et de l'indépendance économique réelle de tous ceux qui ont des responsabilités économiques, indifféremment des formes de propriété.

Par ailleurs, le Roukh s'engage à livrer une lutte inlassable contre la politique d'acculturation nationale ; créer les conditions préalables au libre développement et à la sauvegarde du peuple ukrainien sur son territoire historique ; promouvoir la renaissance spirituelle de la nation ukrainienne sur les bases d'une aide de l'Etat pour la langue ukrainienne, un développement harmonieux de la culture ukrainienne, la promotion de son patrimoine historique et de la conscience nationale des citoyens, et la préservation d'un sens de l'honneur national ; promouvoir un développement harmonieux des langues et des cultures des minorités nationales et des groupes ethniques qui vivent sur le territoire de la République, et défendre leurs droits et intérêts vitaux.

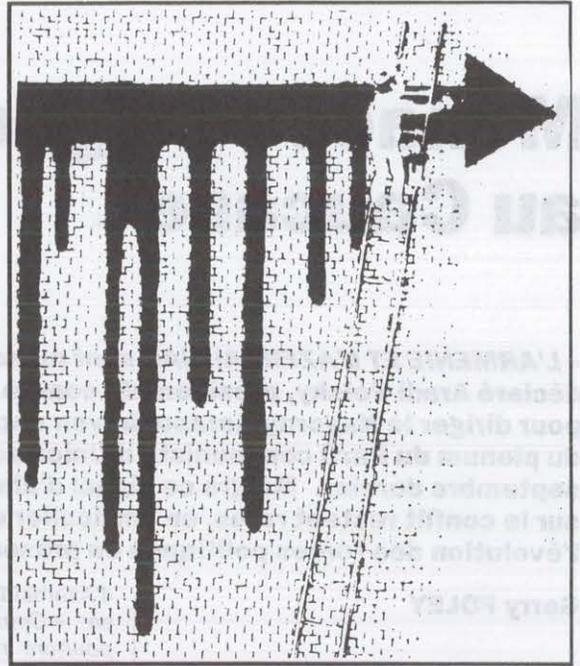
**4)** Les principes fondamentaux qui guident l'activité du Roukh sont les suivants : défendre les Droits de l'homme et des libertés, les droits du peuple et le renouveau moral des individus et de la société ; démocratiser la vie sociale et politique en URSS ; donner un contenu réel à la souveraineté dans la République socialiste soviétique d'Ukraine, à travers des changements radicaux dans la fédération soviétique ; mettre en ordre de manière décisive l'économie de la République d'Ukraine ; la justice sociale ; défendre l'écologie de la société ; développer la culture nationale ; l'éthique et la religion ; la sauvegarde de la santé, et le sport ; une participation active à la lutte pour la paix.

**5)** Le Roukh va :

**a -** Collaborer avec les institutions de l'Etat, les organismes de la République et du Parti, et d'autres institutions sociales, pour prendre à bras le corps les problèmes avancés par le programme et les statuts du Roukh.

**b -** Participer aux campagnes électorales, présenter ses propres candidats et appuyer d'autres candidats et des programmes électoraux ne s'opposant pas aux buts du Roukh. Revendiquer le rappel des députés qui n'ont pas rempli les attentes et la confiance de ceux qui les ont élus. Prendre part au contrôle social des élections.

**c -** Elaborer et présenter aux différents corps de l'Etat les propositions qui se dégagent des tâches du programme



du Roukh. Soumettre aux soviets locaux des requêtes pour la résolution de différents problèmes d'intérêt local.

**d -** Par des initiatives législatives, soumettre au Soviet suprême de la République d'Ukraine des propositions pour de nouvelles lois, ou pour abroger ou amender certaines lois et règlements.

**e -** Organiser des enquêtes d'opinion et en publier les résultats. Présenter des propositions de référendums.

**f -** Faire pression sur les autorités de l'Etat et sur l'administration à travers tous les canaux légaux.

**g -** Surveiller le respect par la République ukrainienne des clauses de la Déclaration universelle des Droits de l'homme, de l'Accord d'Helsinki, et d'autres accords internationaux de défense des Droits de l'homme.

**h -** Participer à l'inspection sociale.

**i -** Porter une attention particulière aux dates anniversaires et aux jours fériés nationaux. Promouvoir la renaissance des traditions et coutumes nationales.

**j -** Mettre sur pied son propre travail économique. Organiser diverses formes de projets sociaux, et s'occuper des monuments de notre patrimoine historique, culturel, et naturel. Organiser des échanges d'opinions, des débats, des colloques et des conférences sur les questions urgentes ; former des commissions d'experts, organiser des conférences, porter des discussions.

**k -** Publier ses propres journaux, bulletins, feuilles d'informations ; diffuser des informations à travers tracts, affiches, appels, lettres ouvertes et également à travers les médias.

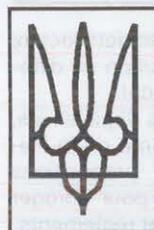
**l -** Organiser des meetings, des assemblées, des manifestations, des marches, des processions, etc.

**6)** Le Roukh travaille dans le cadre de la Constitution et des lois de la République socialiste soviétique d'Ukraine, en accord avec son programme et ses statuts.

# Menaces de guerre au Caucase

**« L'ARMÉNIE ET L'AZERBAÏDJAN sont au bord de la guerre ! », a déclaré Aradi Volsky, président du comité spécial mis en place pour diriger le Nagorny Karabakh (voir encadré ci-contre), lors du plenum du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS) de septembre dernier. Malgré ce signal d'alarme, les informations sur le conflit restent rares, en particulier en ce qui concerne l'évolution des forces politiques en présence.**

Gerry FOLEY



LES ASSOCIATIONS indépendantes des deux républiques ont demandé aux jeunes de ces nationalités de ne plus servir dans l'armée soviétique. Les comités du Karabakh ont appelé à la formation d'unités d'auto-défense

dans les villages. La presse soviétique a rapporté que des groupes armés auraient été repérés. Des soldats soviétiques ont été tués. Dans la région autonome du Nagorny-Karabakh, le Congrès des représentants plénipotentiaires du peuple, une organisation indépendante appuyée par la population arménienne, veut être reconnu comme pouvoir légal. 10 000 membres des troupes du ministère de l'Intérieur ont déjà été déployés dans cette région, soit un soldat pour trente-deux habitants.

Au sujet du blocus par l'Azerbaïdjan de tous les trains à destination de l'Arménie, Leila Yunusova, une dirigeante du Front populaire azéri, a déclaré aux *Nouvelles de Moscou* : « La décision de la grève des cheminots a été prise par le Front populaire et non par le Soviet suprême. Nos conditions pour la cessation de cette grève sont maintenues : l'Arménie doit, avant tout, renoncer à ses prétentions territoriales au Nagorny-Karabakh. Il ne s'agit pas d'un "blocus" : nous avons simplement cessé de livrer à l'Arménie ce que nous lui cédions gratuitement jusqu'ici, c'est-à-dire notre pétrole et nos denrées alimentaires. »

Cependant, les *Nouvelles de Moscou* ont remarqué que, selon les chiffres du fonds officiel chargé d'approvisionner l'Arménie, seulement 3 à 4 % des marchandises qui arrivaient en Arménie, avant le blocus, étaient des produits azerbaïdjanais ; mais environ 85 % des cargaisons à destination de l'Arménie passent par l'Azerbaïdjan.

En référence à la réponse des Arméniens du Nagorny-Karabakh aux nouvelles lois votées par le Soviet suprême

d'Azerbaïdjan, Leila Yunusova a précisé : « Ceux qui ne sont pas satisfaits pourront regagner l'Arménie. Nous installerons à leur place des réfugiés sans abri ».

Les *Nouvelles de Moscou* ont également rapporté des rumeurs fantasmagoriques circulant en Azerbaïdjan, selon lesquelles les Arméniens eux-mêmes attaquaient les trains se rendant en Arménie ! D'après un autre dirigeant du Front azéri, Khikmet Gadzhi-Zade : « Ce n'est pas si incroyable que ça. Les Arméniens y trouvent leur compte en ayant l'air maltraités. Ils auraient voulu que les trains ne circulent pas et que des troupes soient envoyées chez nous. D'ailleurs, je n'exclue pas une réaction spontanée due au stress. »

## Blocus ferroviaire

Il est indubitable que le Front azéri apparaît comme une structure militante bien plus anti-Arménienne que ne le sont le PC azerbaïdjanais ou la direction de la République. Cela montre aussi clairement que le blocus des trains pour l'Arménie et le Nagorny-Karabakh est organisé par le Front. Avec une conscience totale, les dirigeants du Front azéri offrent donc à Moscou un prétexte idéal pour intervenir militairement quand ils le veulent.

Les dirigeants arméniens indépendants, au contraire, sont relativement conscients de cela. Ainsi, Levon Ter Petrossian, un dirigeant des Comités Karabakh, a expliqué que « si le blocus se poursuit, cela ne peut être qu'avec l'approbation de Moscou. Les déclarations alarmistes de Volsky, avec lequel nous avons été en contact plusieurs fois, ont une base réelle : la situation est en effet très tendue, l'approvisionnement de l'Arménie et du Karabakh est dans un état critique. Mais en parlant de "guerre civile imminente", en dramatisant ainsi, Moscou poursuit des objectifs politiques bien particuliers qui n'ont rien à voir avec l'Azerbaïdjan. Il s'agit de faire pression sur l'Arménie, une nouvelle fois, de l'amener à renoncer à la conception de

la perestroïka telle que les Arméniens l'ont exprimée pour la première fois en URSS, c'est-à-dire la démocratisation par le bas et non par le haut ».

Interrogé en particulier sur l'attitude du Front azéri, Ter Petrossian a répondu : « J'ai, en effet, beaucoup de mal à expliquer la position du Front populaire azéri. C'est une énigme qu'en un an et demi aucune voix ne se soit élevée en Azerbaïdjan (et non seulement à Moscou) pour condamner les crimes de Soumgaït (2). Il y a une dizaine de jours, une délégation du Comité Karabakh a rencontré, à Moscou, des dirigeants du Front populaire azéri, (...) sans résultats tangibles. Ils ont en effet la même position que le pouvoir azerbaïdjanais : aucune concession, pas même un élargissement éventuel de l'autonomie du Karabakh. On est dans la droite ligne d'une politique ultra-nationaliste encouragée depuis 69 ans, et qui se résume à obliger les Arméniens à quitter le Haut-Karabakh. C'est cette politique systématique, et non une prétendue "hostilité populaire" anti-arménienne, qui est à l'origine des difficultés actuelles. »

## Slogans pan-turquistes et pan-islamiques

Le Front azéri s'est développé à la suite des manifestations de masse anti-arméniennes de novembre et décembre 1988, encouragées par les autorités azéris, et probablement aussi soviétiques. Ces manifestations sont devenues incontrôlables, du point de vue de Moscou. Selon la presse soviétique, on y a prononcé des slogans anti-soviétiques, nationalistes, pan-turquistes et pan-islamiques. Certains dirigeants azéris ont été emprisonnés. Mais ces manifestations ont favorisé le développement d'une ambiance chauvine que seule une direction très autoritaire et consciente aurait pu contrer.

Apparemment, au moins la majorité de la direction du Front a choisi la voie la plus facile : essayer de faire de la surenchère sur le chauvinisme des autorités azéris qui se sont alliées à l'aile conservatrice du PCUS. La figure de proue des conservateurs, Igor Ligatchev, a offert son appui inconditionnel au gouvernement azerbaïdjanais dans sa position sur le Nagorny-Karabakh.

Cependant, il semble évident qu'un réel conflit a opposé les autorités azéris et le Front. La grève générale qui a débüté à l'appel du Front, le 4 septembre dernier à Bakou, ne s'est achevée que lorsque le gouvernement a accepté de lui octroyer une reconnaissance légale. Certaines revendications de cette grève étaient d'ordre démocratique : « Reconnaissance du Front populaire d'Azerbaïdjan en tant qu'organisation

1) *Libération*, 3 octobre 1989.

2) Le 28 février 1988, un pogrom a été déclenché à Soumgaït, en Azerbaïdjan, contre la population arménienne. Le bilan officiel, très contesté, fait état de 32 morts, 197 blessés, 12 viols, etc.

sociale ; libération des prisonniers et arrêt des poursuites contre ceux qui ont été arrêtés lors des regroupements de masse de novembre dernier ; annulation du résultat des élections des députés du peuple de l'URSS qui se sont déroulées sous le couvre-feu ; fin du couvre-feu et tenue de nouvelles élections. »

Le Front a également avancé des revendications de souveraineté nationale, similaires à celles des Fronts populaires des Pays baltes, qui ont ensuite été adoptées par le Soviet suprême azéri.

Dans une interview publiée le 29 septembre dans les *Nouvelles de Moscou*, Yunusova déclare : « Et la session a dû satisfaire aussi notre revendication d'enregistrer la loi sur la souveraineté nationale, proposée en discussion publique. Cette loi a été adoptée à la séance du 23 août dernier. Désormais, les décisions du gouvernement d'URSS n'entreront en vigueur sur le territoire de l'Azerbaïdjan qu'après avoir été validées par le Soviet suprême de cette République ».

Elle ajoute qu'à un moment, « le Premier secrétaire du Comité central du PC d'Azerbaïdjan a même ordonné au procureur d'arrêter les membres du Front populaire qui se trouvaient dans la salle. Tout le personnel des entreprises qui suivait les émissions de télévision en direct s'est alors immédiatement mis en grève. ». Cela montre un réel et profond conflit entre le Front et les autorités azéries alliées aux conservateurs.

### Le poids du Front azéri dans les luttes

Comme les autorités des Républiques d'Ukraine et de Biélorussie, les chefs du Parti en Azerbaïdjan étaient réticents à la formation d'un front populaire indépendant. La reconnaissance officielle a finalement été accordée un an après celle des Fronts des Pays baltes, et uniquement après une action de masse d'une importance comparable à celle des rassemblements et des grèves en Arménie. Par ailleurs, le Front a une autorité totale sur les travailleurs des chemins de fer et lors de la grève générale de septembre, il a également prouvé son autorité sur les travailleurs de Bakou. Cependant, le Front azéri a beaucoup, et peut-être tout, à perdre si ses actions aveugles contre les Arméniens ouvrent la voie à un éclatement central.

Soixante années d'expérience ont montré que dans les conflits nationaux entre Arméniens et Turcs, le Kremlin se rangeait normalement aux côtés de ces derniers. Le poids démographique et stratégique des peuples de culture musulmane en URSS est beaucoup plus grand que celui des Arméniens. Les relations diplomatiques et commerciales avec la Turquie jouent aussi un rôle. Cependant, la seule chose qui pourrait faire pencher Moscou vers l'Arménie serait la croissance d'un pan-turquisme agressif. L'Arménie et la Géorgie forment une barrière entre les Turcs soviétiques et la Turquie. Lors du blocus, notamment, il

## Arméniens, Azéris, frères ennemis

LA RÉGION autonome du Haut-Karabakh (Nagorny-Karabakh), enclavée dans le territoire de la République soviétique d'Azerbaïdjan, a été créée en 1923, comme une concession au pouvoir nationaliste en Turquie (voir l'interview de Claire Mouradian, dans *Inprecor* numéro 263 du 11 avril 1988). Elle compte 160 000 habitants, dont plus de 75 % d'Arméniens.

Au Haut Karabakh, le volume des investissements par habitants est la moitié de celui d'Azerbaïdjan ; il n'y a quasiment pas d'industrie de construction, et la région est en retard sur le plan économique et social par rapport aux autres régions de la République ; les droits constitutionnels de la population arménienne du Karabakh sont grossièrement bafoués : les jeunes Arméniens n'ont pas le droit d'apprendre leur histoire (notamment l'histoire du génocide arménien de 1915, en Turquie), l'importation d'ouvrages en Arménien est réduite à la portion congrue ; en prétextant des "difficultés techniques" on a empêché la population de suivre les programmes de la télévision arménienne ; pas un seul des 1 500 monuments historiques du Karabakh n'ont été restaurés depuis des années, etc. La situation n'était guère meilleure pour les 200 000 Arméniens de Bakou (capitale de l'Azerbaïdjan).

A partir de février 1988, d'importantes mobilisations de masse ont lieu au Karabakh et en Arménie pour exiger le rattachement de cette région à l'Arménie (voir *Inprecor* numéro 274 du 17 octobre 1988). Aujourd'hui, 200 000 Arméniens, qui ont quitté l'Azerbaïdjan, se sont réfugiés en Arménie, alors que des dizaines de milliers d'Azéris ont abandonné l'Arménie. Avec les 530 000 sans-abris, victimes du séisme, près d'un tiers de la population de la République arménienne est à la rue, et une bonne partie n'a pas de travail.

Le 12 janvier 1989, le Soviet suprême d'URSS a soustrait de fait cette région à l'autorité de la République d'Azerbaïdjan. Une Direction spéciale présidée par A. Voliski, membre du Comité central du Parti

paraît que des travailleurs des chemins de fer azéris ont également arrêté l'approvisionnement de la Géorgie, sous prétexte qu'il aurait pu être, ensuite, transféré en Arménie.

En revanche, malgré le chauvinisme de masse très développé qui règne en Azerbaïdjan, toutes les prises de positions connues des dirigeants des Comités Karabakh indiquent que le mouvement arménien n'est pas tombé dans le piège d'une alliance avec Moscou contre l'Azerbaïdjan (à part des prises de positions individuelles éventuelles, ce qui est presque inévitable, en particulier depuis que les Comités Karabakh n'ont plus le droit d'agir ouvertement pour imposer leur discipline à la population). Les résolutions du Congrès des représentants mandatés par le peuple du Nagorny-Karabakh prenaient la forme d'un appel au peuple azéri (*Pravda* du 23 août 1989).

En fait, culturellement, le peuple

communiste d'URSS, est chargée d'administrer le Haut Karabakh. Les promesses d'une plus large autonomie, le déblocage d'une aide exceptionnelle de 400 millions de roubles n'ont pas réussi à régler le problème.

### Oppression similaire

Les Azéris sont en majorité des musulmans chiites de langue turque. L'Azerbaïdjan a connu une indépendance de courte durée, en 1918, et a affronté militairement l'Arménie, pour le contrôle du Karabakh et du Nakhitchévan. En 1920, l'Armée rouge a "soviétisé" le pays. A la fin des années 20, riche de son pétrole et d'une agriculture dynamique, l'Azerbaïdjan était l'une des républiques les plus prospères d'URSS. La culture azérie connaissait une grande popularité parmi les populations musulmanes d'Asie centrale.

Mais les répressions stalinienne des années 30 ont décimé les élites intellectuelles. Au début des années 60, l'Azerbaïdjan a perdu sa position privilégiée. La langue et la culture azéries sont opprimées. Les récits épiques des peuples turcs ont été bannis et ne sont republiés qu'aujourd'hui. A la fin des années 20, l'alphabet arabe est remplacé par l'alphabet latin, puis en 1936, par le cyrillique (qui manque pourtant de lettres rendant les sons de l'azéri). Aujourd'hui, 95 % des chercheurs ne connaissent pas l'alphabet arabe, les Azéris, tout comme les Turkmènes, les Ouzbèkes, les Tatars, etc. sont coupés arbitrairement de la possibilité de connaître leur histoire (le retour aux alphabets arabe et latin fait partie des revendications des fronts populaires).

Le recul est réel aussi au niveau économique : alors que la République produisait 71 % du pétrole soviétique en 1940, ce taux n'est plus que de 2,5 % en 1986. Le niveau de vie se dégrade, des milliers de familles habitent dans des bidonvilles. La capitale, Bakou, est la ville la plus polluée de l'Union. ■

azéri, comme les autres peuples d'héritage musulman, est plus opprimé que les Arméniens. Alors qu'en Arménie les droits formels de la langue locale ont eu une certaine réalité, cela n'a pas été le cas en Azerbaïdjan (voir encadré). Par ailleurs, sur le plan matériel, les peuples d'Asie centrale sont aussi restés loin derrière les peuples ayant un héritage chrétien.

Le destin du Nagorny-Karabakh ne va absolument pas modifier les conditions de l'oppression nationale des Azéris ou des peuples de souche musulmane en général. Ils ne pourront se libérer que par une alliance avec les forces anti-bureaucratiques en Russie et les mouvements des autres peuples opprimés de l'Union soviétique, ce que les Arméniens semblent être en train de réaliser. Mais cela sera inévitablement un processus difficile. ■

28 octobre 1989

# Un tournant pour les syndicats soviétiques ?

**LE SOVIET SUPREME d'Union soviétique a légalisé le droit de grève, à la suite d'un débat houleux, le 9 octobre dernier. Cependant, l'exercice effectif de ce droit est limité par toute une série de procédures d'arbitrage contraignantes et reste interdit dans de nombreux secteurs clés, comme les transports, l'énergie, la communication, la défense, les administrations, les hôpitaux et les usines fonctionnant en cycle continu. Le gouvernement avait également présenté un décret interdisant toute grève pour une période de dix-huit mois, afin, selon M. Gorbatchev, « d'empêcher l'anarchie, et d'empêcher nos réformes d'être prises en otage ». Mais, sous la pression des travailleurs, le Soviet suprême a rejeté cette proposition. Cette même pression de la base s'est également fait sentir lors de la 6e session plénière du Conseil des syndicats de toute l'Union, qui s'est déroulée du 5 au 8 septembre dernier.**

David SEPO



**LE FONCTIONNEMENT** réel des syndicats soviétiques a peu changé sous Gorbatchev, malgré les ouvertures croissantes de la presse syndicale et ses appels à la démocratisation des syndicats. Les travailleurs

continuent à voir les syndicats principalement comme des administrateurs des programmes sociaux. Mais quand vient le moment de défendre les intérêts des travailleurs, ils ne sont plus que de simples appendices de la direction des entreprises et de l'Etat.

La récente grève des mineurs a montré de manière massive le manque total de confiance dans les syndicats. Les mineurs les ont complètement court-circuités, élisant leurs propres comités de grève et exigeant partout de nouvelles élections démocratiques pour les comités syndicaux (voir *Inprecor* numéro 293 du 18 septembre 1989).

Cet état de choses a différentes causes. La tradition de servilité des syndicats remonte presque à soixante ans. Dans les années 20, les syndicats soviétiques disposaient d'une assez large autonomie. Les grèves étaient légales et il y en avait réellement. Lénine avait justifié l'autonomie des syndicats dans un Etat ouvrier, par le fait que cet Etat souffrait d'une "déformation bureaucratique," et que les travailleurs avaient donc besoin d'être capables de se défendre eux-mêmes. Mais, à la fin des années 20, Staline a fini par ériger cette déforma-

tion au rang de vertu et écrasa les syndicats. Ils étaient désormais devenus des "courroies de transmission" de la politique d'Etat.

Mais cette tradition en elle-même explique peu de choses. Les travailleurs n'ont certainement jamais accepté cela de leur plein gré. Cette habitude repose, en dernière analyse, sur la menace de la répression. Le massacre de 1962 qui mis fin brutalement à la grève générale de Novochoerkassk (1) — à l'apogée de la "déstalinisation" de Khrouchtchev — fut la démonstration objective que des actions collectives indépendantes des travailleurs, en marge des organisations, ne seraient pas tolérées.

## Répression et paternalisme

Au niveau de l'entreprise, la direction disposait également d'un ensemble impressionnant de pouvoirs arbitraires pour décourager toute velléité d'indépendance syndicale. Cela incluait, entre autres, la perte des primes et des baisses de salaires (l'arbitraire régnait dans leur calcul), la perte de sa place sur les listes pour le logement, le transfert vers les postes les moins désirés, la rétrogradation dans l'échelle des qualifications et le licenciement. Même s'il existait certains recours, en justice ou devant des niveaux de pouvoirs plus élevés, leur succès demeurait très incertain et demandait des sacrifices que beaucoup de travailleurs n'étaient pas prêts à faire.

Cependant, la répression — bien que fondamentale — n'était qu'un des éléments de ce système. Si les travailleurs l'ont accepté, malgré des réticences, spécialement durant la période brej-

nevienne, cela était aussi dû à la nature paternaliste de l'encadrement et des relations entre l'Etat et les travailleurs. Certains ont qualifié cela de contrat social, malgré le fait que l'on n'avait pas demandé leur avis aux travailleurs. Au niveau des entreprises, à condition de fermer les yeux sur les malversations de la direction et les mauvaises conditions de travail, les travailleurs pouvaient, en compensation, compter sur la sécurité du travail et sur un salaire plus ou moins garanti (jusqu'aux hausses de la fin des années 70), souvent plus élevé que ce qui leur était légalement dû, et en matière de discipline au travail, ils pouvaient bénéficier d'une attitude généralement tolérante de l'encadrement.

## La perestroïka bouleverse les données

La perestroïka a fondamentalement changé cette situation. D'une part, vu la libéralisation du régime, les travailleurs ont peu à peu perdu leur peur de la répression. D'autre part, les changements économiques introduits par Gorbatchev ont amoindri le paternalisme dans l'entreprise. La sécurité de l'emploi et le salaire garanti commencèrent à être du domaine du passé. Et, en tous cas, durant les dix-huit derniers mois, l'inflation et les pénuries de plus en plus importantes de biens de consommation ont causé une baisse sérieuse du revenu réel. Le nouvel intérêt des dirigeants d'entreprise à faire des économies sur le coût du travail les a également rendus moins tolérants dans leurs rapports avec les travailleurs.

En théorie, la réforme économique prévoit l'auto-organisation dans les entreprises, à travers des conseils collectifs de travail élus démocratiquement. Mais, à l'exemple des syndicats, ceux-ci ont aussi largement été les jouets des directions. En réalité, le régime ne veut pas d'organisations indépendantes des travailleurs. D'un côté, il comprend que c'est vraiment le minimum qu'il puisse offrir aux travailleurs qui sont confrontés à une réforme économique qui menace certains de leur intérêts fondamentaux, alors que le pouvoir est incapable de leur offrir une consommation plus grande à court, et probablement à moyen terme.

Mais d'un autre côté, il rechigne à encourager de telles organisations, car cela pourrait saboter, voire empêcher, les réformes du marché et l'entière restructuration du pouvoir bureaucratique, dont la réforme économique est un aspect central.

Quant aux dirigeants des entreprises, dans leur grande majorité, ils voient la démocratie dans l'entreprise et les syndicats indépendants, au mieux comme des complications superflues de leur travail, et au pire comme des menaces sur leur position.

Ainsi, les travailleurs ont commencé à s'organiser et à agir indépendamment

1) Sur les événements de Novochoerkassk, voir *Inprecor* numéro 278 du 13 décembre 1988

des syndicats et des conseils collectifs de travailleurs. La grève des mineurs, apogée (jusqu'à présent) d'une vague de grèves sans précédent dans l'ère soviétique, a définitivement accéléré le processus. Dans les régions minières, les comités de grève se sont transformés en comités de travailleurs prêts à remplacer les syndicats si, après les prochaines élections, ces derniers ne deviennent pas des organisations de travailleurs combattives. Des organisations analogues ont commencé à apparaître dans d'autres secteurs, tels le pétrole et les chemins de fer.

### "Être ou ne pas être"

La crise des syndicats officiels a constitué le point central de la discussion lors de la sixième session plénière du CSU, Conseil des syndicats de toute l'Union (2). Un contremaître des exploitations pétrolières du Turkménistan a déclaré que « le problème est de savoir si les syndicats vont continuer à exister ou non ». « Des alternatives (...) existent déjà sous forme embryonnaire » signala le président du Conseil des syndicats (CS) de Biélorussie.

Cette crise a pour arrière plan la situation matérielle des travailleurs qui empire chaque jour. Selon le président du CS de Moscou : « Malgré les attentes, la réforme économique, la comptabilité autonome des entreprises, le crédit, les coopératives, se sont transformés en autant de phénomènes négatifs et ont aggravé la situation socio-économique du pays. (...) Cette situation non seulement ne s'améliore pas, mais va en se dégradant constamment ».

La présence au plenum de Chebrikov, secrétaire du Comité central et membre du Bureau politique, est un signe de l'ampleur de la crise — bien peu sont en mesure de se rappeler la dernière visite d'un membre du Bureau politique à de telles réunions, ce qui montre quel était l'intérêt porté aux syndicats dans le système soviétique... Invités pour la première fois, étaient également présents des représentants des comités syndicaux d'entreprises et des comités de travailleurs des régions minières.

Chalaev, président du CSU, a commencé son rapport en présentant la ligne officielle qui veut que la grève des mineurs ait été l'expression d'un « support décisif pour la perestroïka », même si elle a pris une « forme dramatique, aiguë et inhabituelle pour notre société ». Mais le reste du rapport et la discussion qui s'ensuivit ont dressé un tableau dévastateur de la situation des travailleurs sous la perestroïka.

« Il est évident que la comptabilité autonome et l'auto-financement, le marché et le crédit, les coopératives, la création d'entreprises avec participation de capital étranger ont significativement élargi l'indépendance économique des entreprises et facilité l'augmentation de l'efficacité de la production. Mais, en

même temps, dans de nombreux cas, ces mêmes formes de gestion, tout spécialement dans l'étape intermédiaire, sont accompagnées par une kyrielle de phénomènes négatifs qui heurtent directement les intérêts des ouvriers et des employés.

« Dans de nombreux collectifs de travail, des déformations ont eu lieu dans la rétribution du travail ; l'égoïsme corporatiste de certaines catégories de travailleurs se développe ; le désir d'obtenir un revenu maximal relègue à l'arrière plan les préoccupations de santé et de loisir, ainsi que de sécurité du travail. Dans le même but, la production de biens de consommation bon marché baisse, y compris ceux pour les enfants et les personnes âgées. A notre grand désespoir, nous rencontrons de plus en plus souvent des situations où des collectifs oublient les besoins de leurs anciens et des familles nombreuses, où ils licencient les femmes avec de jeunes enfants ou, souvent, les travailleurs en mauvaise santé. Il arrive fréquemment que l'accès aux collectifs de comptabilité autonome soit fermé aux jeunes gens qui n'ont pas encore été capables d'acquiescer un haut niveau de qualification ».

### Abus, mauvaises conditions de travail et baisse du niveau de vie

La réforme des revenus a également ouvert la voie à toute une série d'abus. Bien que ces derniers ne soient pas nouveaux pour les travailleurs soviétiques, ils ont augmenté de manière notoire, et les travailleurs y réagissent de plus en plus agressivement. Ces abus incluent des hausses injustifiées des normes de production ; la réduction des grades de qualification ; des fraudes dans le calcul des salaires et de fréquents retards dans leur paiement. Les travailleurs veulent de moins en moins travailler le samedi et faire des heures supplémentaires pour compenser les failles du système économique et les déficiences des dirigeants d'entreprises.

Les mauvaises conditions de travail, spécialement en ce qui concerne la santé et la sécurité, sont une autre source majeure de mécontentement que la perestroïka n'a rien fait pour améliorer. Selon Chalaev, la mortalité professionnelle dans la construction de machines, les industries d'électricité et de charpente, ainsi que dans la métallurgie est de trois à huit fois plus élevée que la moyenne nationale. Dans ces branches « 10 à 26 % des ouvriers travaillent dans des conditions réellement dégradantes pour l'être humain ».

En même temps, le niveau de vie s'abaisse. Les orateurs ont attribué cela à diverses politiques du gouvernement, liées entre elles. Tout d'abord, intervient la hausse incontrôlée des prix. Depuis l'instauration des nouvelles conditions économiques, la recherche de "profits" a conduit les entreprises de biens de consommation à se spécialiser dans des produits chers et à supprimer la produc-

tion de produits bon marché. Cependant, les hausses de prix sont justifiées par des changements minimes dans les caractéristiques des produits, présentés comme des améliorations de la qualité. Intervient également la vente à des prix contractuels, c'est-à-dire non régulés, de biens de consommation produits en marge des ordonnances d'Etat. En mars, un plénum du Parti décida, malgré l'opposition du CSU, d'autoriser des prix contractuels pour les pommes de terre, les fruits et les légumes, y compris en conserves. Officiellement, cela devait commencer au 1er janvier, mais tous les fournisseurs n'ont pas attendu. (3)

Les travailleurs sont « mécontents de la hausse incontrôlée des prix », s'est plaint un chef de brigade de l'usine métallurgique de Novolipetsk ; « on a l'impression que personne dans le pays ne s'en occupe ». Les retraites ont récemment été portées à 70 roubles par mois, c'est-à-dire l'équivalent du salaire minimum. Mais, « si les prix continuent à augmenter à ce rythme, même quelqu'un ayant une pension de 120 roubles va rapidement se retrouver en-dessous du seuil de pauvreté ».

Les coopératives, amèrement attaquées par pratiquement chaque orateur, ont également été condamnées comme sources d'inflation. Elles ont été accusées d'acheter des produits bons marché dans les magasins d'Etat, participant ainsi à la pénurie, et de les revendre ensuite trois ou quatre fois plus cher après avoir ajouté très peu, ou pas du tout de travail propre. Ces biens sont uniquement accessibles aux gens bénéficiant des revenus élevés provenant de "l'économie souterraine".

Cette libéralisation progressive des prix — sans introduction officielle de la "réforme des prix" que l'opinion populaire a si unanimement rejetée — cause d'autant plus de colère que la hausse des salaires dans le secteur de production de biens a été gelée à 3 %. Selon la nouvelle Loi sur la taxation de la masse salariale des entreprises d'Etat, quand la masse salariale augmente de plus de 3 %, un rouble est payé en taxes pour chaque augmentation d'un rouble. Si l'augmentation est de 5 à 7 %, deux



2) Les comptes-rendus de ce plénum ont été publiés dans *Trud* des 6 et 7 septembre 1989.

3) Le 16 juillet dernier, le journal syndical *Trud* remarqua le slogan : "A bas les prix contractuels !" sur les affiches des mineurs en grève. Les rédacteurs n'essayèrent pas d'expliquer comment cela pouvait coïncider avec leurs affirmations selon lesquelles le mouvement appuyait la perestroïka.

roubles de taxes sont dus pour chaque rouble ; si l'augmentation dépasse 7 %, la taxe est de trois roubles. Cela signifie que chaque augmentation de plus de 3 % est annulée par les taxes, et que chaque augmentation de plus de 5 % signifie actuellement une perte nette de revenu (4). Un orateur signalait que : « L'inflation est aujourd'hui de 7 % et l'augmentation des salaires est en pratique limitée à 3 % : nous sommes délibérément en train de jeter les bases d'une baisse des niveaux de vie. »

Après le 1er janvier, quand les prix contractuels seront officiellement introduits pour les légumes et les fruits, on peut s'attendre à ce que les prix soient multipliés plusieurs fois. Ce gel des salaires qui, il faut le noter, a été promulgué par le nouveau Soviet suprême, indique combien ce dernier est étranger aux intérêts populaires.

Une autre des inquiétudes croissantes des travailleurs, mentionnée par plusieurs orateurs, est la perte de la sécurité du travail et l'augmentation du chômage. Sous la pression des mesures de la réforme visant à économiser sur la masse salariale, les directeurs d'entreprise deviennent réticents à garder (ou à embaucher) des travailleurs peu productifs. Cela touche en premier lieu les femmes avec des enfants en bas âge, les vieux travailleurs et les pensionnés, ainsi que les jeunes. Si le chômage n'est un problème nouveau dans des régions d'Asie centrale, il commence, aujourd'hui, à apparaître dans les villes industrielles de l'Union soviétique d'Europe (5). Un mécanicien de locomotive s'est plaint au Plenum que les réductions d'effectifs dans les chemins de fer en sont arrivées au point où elles représentent un danger pour les passagers et le personnel, à cause de l'impossibilité d'entretenir correctement le matériel.

« Les mesures qui sont en train d'être préparées et discutées par le Soviet suprême de l'URSS et dans les républiques, pour améliorer le mécanisme économique, ne devraient pas créer les conditions préalables au chômage » avança le président du CS de Moscou. Mais Gorbatchev n'a-t-il pas promis qu'il n'y aurait pas de chômage avec sa réforme ? Le président d'un CS de Kuybychev s'est plaint que, « aujourd'hui, au niveau national, il n'existe aucun programme destiné aux travailleurs en sur-nombre, pour leur donner une nouvelle formation. Et, par conséquent, il n'y a pas de programmes au niveau des branches ou des régions. (...) Nous avons besoin d'un plan pour créer de

nouveaux postes de travail, d'un système de formation professionnelle et de garanties sociales. Comment pouvons-nous rester silencieux dans une telle situation ? ». Ceci se passe presque deux ans après la réunion conjointe Parti-Etat-syndicats qui appela à la mise en place d'un tel système et à l'établissement de telles garanties.

Les coopératives ont fait l'objet des critiques les plus vives du congrès, reflétant en cela l'humeur de la population. L'une des revendications des mineurs en grève dans le Donbass et le bassin du Karaganda était la fermeture des coopératives médicales, commerciales, de vente, et celles servant d'intermédiaires. D'ailleurs, là-bas, nombreuses sont celles qui ont été fermées par les comités de travailleurs. Dans une ville du Turkménistan, où les autorités locales n'avaient pas pris en compte la revendication des habitants de fermer les coopératives, vingt-neuf d'entre elles furent dévastées en une seule nuit. L'assassinat de deux coopérateurs par un officier de l'armée, dans la ville de Tchita, a été accueilli avec une satisfaction manifeste par la population (6).

Mais la politique centrale du gouvernement a consisté à s'en laver les mains, l'encouragement du secteur privé faisant partie intégrante de la réforme économique. La régulation a été laissée au soin

des gouvernements locaux, avec la consigne implicite de n'agir que quand les tensions sociales la rendraient inévitable. « Nous devons poser la question au gouvernement » déclarait le président du Syndicat des travailleurs de la chimie et de la pétrochimie : « Quand va-t-il enfin mettre l'économie et le pays en ordre, dans le but de défendre les travailleurs des voleurs, des escrocs, des spéculateurs, des racketteurs et des prix des coopératives ? »

Les orateurs n'étaient pas opposés aux coopératives en tant que telles. Mais uniquement à celles qu'ils considéraient comme des couvertures pour la spéculation et les revenus mal acquis. Un travailleur de Lipetsk expliqua : « Nous avons lié nos espoirs en une amélioration du commerce et des services à la population (...) au développement du mouvement coopératif. Mais cela ne s'est pas produit. De nombreuses coopératives recherchent des revenus, non en effectuant un travail correct, mais en exploitant comme des parasites les pénuries du commerce

[d'Etat]. Quand vous descendez du train, vous rencontrez, dès la gare, tous les "délices" du mouvement coopératif. Là, vous avez à payer trois fois plus cher pour tout — depuis un verre d'eau jusqu'à, vous m'excuserez, l'accès aux toilettes. Tout est aux mains des coopérateurs. Les prétendues coopératives d'achat sapent la stabilité du marché, sont la cause de l'inflation, et permettent l'augmentation de la spéculation.

« Nous les ouvriers, nous sommes "pour" les coopératives, mais pour celles qui utilisent des matières premières locales, qui produisent et transforment leurs propres produits agricoles, qui fabriquent des biens dont les gens ont besoin ; mais pas pour celles qui passent leur temps à acheter et à revendre. (...) Durant le premier semestre de cette année, les coopératives de Lipetsk ont reçu onze millions de roubles des banques, mais elles n'ont rendu que deux millions. Pendant ce temps, les travailleurs ne peuvent toujours pas recevoir leurs salaires ou leurs avances pour construire un logement, tant que la banque n'a pas l'argent. »

Le Soviet de Lipetsk a décidé de fermer ces coopératives. Mais « quelqu'un doit porter la responsabilité des distorsions de fonds, et peut-être que cela se produira à un niveau plus élevé que celui de la région ».

### Le boom des coopératives

« Les coopératives médicales sont en train de pousser comme des champignons », s'est plaint un ouvrier de Voroshilovgrad. « Jusqu'à présent, on proclamait que les soins médicaux étaient gratuits dans notre pays. Les hôpitaux manquent des médicaments les plus simples, mais on les trouve au triple de leur prix dans une coopérative !... Qui se charge de tout cela ? » demandent les travailleurs alarmés.

De nombreux orateurs se sont plaints d'une pratique de plus en plus courante des entreprises, consistant à abandonner aux coopératives les cafétérias, les boutiques, et des secteurs entiers des usines, à des conditions très favorables. Les salaires élevés dans ces coopératives causent le départ d'ouvriers qualifiés, au détriment de la production de base, et montent les travailleurs les uns contre les autres. La presse a aussi relaté l'augmentation des cas de corruption impliquant des diri-

4) Trud, 6 septembre 1989.

5) Voir N. Menitskaya, « Je ne veux pas être au chômage », Rabotnitsa, numéro 7, 1989. Selon Menitskaya : « La comptabilité autonome dicte des lois très dures, et introduit de nouvelles relations de production dans le collectif. La productivité du travail augmente, non seulement sur la base des améliorations technologiques, mais également par l'augmentation de la charge de travail. Il n'existe pas d'échappatoire à ce surmenage physique et psychologique, depuis qu'il est devenu évident que, si vous travaillez mal, quelqu'un d'autre prendra votre place. Et vous vous retrouverez à la rue avec votre allocation pour un trimestre. Mais si vous dépassez vos limites pour ne pas être viré, vous restera-t-il une énergie quelconque pour votre famille ? Et votre usine n'a ni crèche ni centre aéré. »

6) Trud, 7 septembre 1989 ; Komsomol' skaya pravda, 29 juillet 1989.

geants d'entreprises et des coopératives.

Au plenum, tous étaient d'accord pour que les syndicats, s'ils veulent continuer à exister dans ces circonstances, doivent donner la priorité à la défense des droits et des intérêts des travailleurs, tant au niveau de l'Etat que des entreprises. Ceci est apparu dans la résolution sur *"La période actuelle et les tâches des syndicats"* qui appelle à *« une restructuration radicale de l'activité des syndicats, une évolution de leurs objectifs autour de défense des travailleurs »* et à l'abandon de leurs activités en relation avec l'organisation de la production, qui reviennent légitimement à la direction des entreprises. Entre autres mesures, les organisations syndicales ont été chargées de défendre les travailleurs avec *« l'utilisation du droit de grève, dans les limites de la loi, comme forme de lutte pour préserver leurs intérêts quand tous les autres moyens ont été épuisés »*. Parallèlement, la résolution demandait l'élaboration d'une loi *"digne de confiance et effective"* sur la résolution des conflits du travail.

### Une résolution aux accents revendicatifs

Les syndicats sont supposés utiliser les conventions collectives et l'autonomie plus large des entreprises pour améliorer les conditions de vie des travailleurs. Ils sont supposés lutter pour le plein emploi, et faire pression sur le Soviet suprême pour qu'il adopte un plan de lutte contre le chômage (...). Les comités de syndicats locaux obtiennent davantage d'autonomie, et les membres de base des syndicats devraient avoir la possibilité d'élire directement des délégués au niveau supérieur des comités syndicaux. La résolution, enfin, appuie une plus large autonomie économique des régions et une réelle souveraineté dans le règlement des questions socio-politiques et culturelles nationales, en demandant aux syndicats de promouvoir des valeurs internationalistes et de prendre leurs distances avec ceux qui voudraient détruire l'intégrité de l'Union soviétique.

Sur la question du niveau de vie, la résolution a demandé le gel des prix des biens de première nécessité et l'application de prix maximum pour les pommes de terre, les fruits et les légumes (comme cela existe déjà en Ukraine). Elle appelle le gouvernement à contrôler strictement les prix des services fournis par l'Etat et par les coopératives ; à compenser entièrement la perte du salaire réel due à l'inflation ; et à éliminer, d'ici les prochains mois, les pénuries de biens de première nécessité tels que le lait pour les enfants, le savon, le dentifrice et les cahiers d'écoliers.

En ce qui concerne les coopératives, les syndicats n'appuieront que celles qui vendent des produits et des services à des prix d'Etat, et non celles qui réalisent des gains illicites à travers des

accords avec les magasins d'Etat et les entreprises industrielles. La résolution a demandé au gouvernement de mener à bien un nouvel enregistrement de toutes les coopératives, supprimant celles qui se consacrent à la revente de produits d'Etat ou de marchandises importées à des prix spéculatifs, ainsi que celles formées dans des entreprises d'Etat qui vendent les produits au-dessus du prix fixé par l'Etat.

En même temps, l'Etat devrait renforcer son contrôle financier des coopératives et vérifier qu'elles n'attirent pas principalement des gens déjà employés dans le secteurs d'Etat, mais bien des pensionnés, des invalides, des femmes au foyer, des étudiants. La résolution demande enfin une délimitation stricte de l'usage du contrat de travail dans les coopératives car, dans la plupart des cas, c'est une forme de travail précaire.

### Un tournant ?

Est-ce là un tournant pour les syndicats soviétiques ? Il est certain qu'on trouve un nouveau ton et un nouveau contenu dans ces résolutions. Mais, vu qu'elles arrivent après quatre années de perestroïka, quand la pression croissante des travailleurs menace de balayer les syndicats officiels, l'on peut douter de la sincérité de ce changement de centre d'intérêt, tant aux niveaux les plus élevés de la bureaucratie syndicale que dans la direction de la bureaucratie de l'Etat et du Parti qui les contrôle.

Ce serait illusoire de penser que ce "tournant vers les travailleurs" fait partie de ses buts (ses conséquences sont imprévisibles : ceci, et bien davantage encore, dépend du degré de mobilisation des travailleurs) ; ce n'est rien de plus qu'un arrangement avec l'inévitable, dans l'espoir que cela permettra au régime de garder un certain contrôle sur les travailleurs, tandis qu'il mène à bien une réforme qui entre fondamentalement en conflit avec leurs intérêts et leurs aspirations. Les résolutions du plenum demandent que le gouvernement fasse beaucoup de choses qui, en pratique, vont à l'encontre des orientations premières de sa réforme. Cependant, personne (du moins selon le compte rendu) ne l'a directement remis en question. Ce qui est étonnant, puisqu'à travers la discussion, il apparaissait implicitement que la réforme économique et la façon dont la mène le gouvernement sont contraires aux intérêts des travailleurs.

Après tout, les phénomènes qui ont été condamnés n'étaient pas réellement des aberrations, mais bien des conséquences directes des mesures de réformes, et ils prendraient sans doute des proportions bien plus sérieuses, si la réforme du marché était mise en place de

façon significative. La dimension anti-ouvrière de la réforme était tout aussi implicitement reconnue dans la demande exprimée par certains orateurs d'un pouvoir de veto des syndicats sur les mesures du gouvernement affectant la situation des travailleurs. Mais ceux-ci ne forment-ils pas la grande majorité de la population, et le gouvernement n'est-il pas supposé être un gouvernement populaire, à défaut d'être démocratique ?

D'autres ont proposé de mettre des travailleurs — et même une majorité de travailleurs ! — au Bureau politique. Il n'est pas impossible que ces propositions et d'autres, similaires, soient des manœuvres de bureaucrates conservateurs opposés à la perestroïka, essayant désespérément de se construire une base populaire. Leur manque d'un programme en positif rend leurs chances de succès douteuses. Mais qu'ils soient sincères ou non, leur critique des réformes reflète une préoccupation réelle et croissante de la classe ouvrière.

### « Quelle société allons-nous avoir ? »

*« Quelle sorte de société allons-nous avoir ? »* demanda le président du Comité central du Syndicat du transport automobile et des autoroutes. *« Nous devons tout faire pour sauvegarder le système socialiste, le plus juste et démocratique de tous. Nous devons prendre en compte les leçons de la Pologne, où les leaders de Solidarité ont tout d'abord dit "nous sommes pour le socialisme" mais ont déclaré, après avoir pris le pouvoir, que la Pologne serait le premier pays à restaurer le capitalisme. (...) Les leaders de certains courants sont en train d'essayer de nous égarer quand ils se cachent derrière un écran de perestroïka (c'est très à la mode en ce moment). Cependant, à l'avant de cet écran, le capitalisme et le nationalisme montrent le bout de l'oreille. »*

Dans la même veine, mais plus sincère, une ouvrière d'entreprise chimique de Grodno a déclaré : *« La plupart des milliers de travailleurs de notre collectif essayent de comprendre comment il se fait que, dans des conditions de démocratie et de glasnost où la priorité des travailleurs est proclamée, l'indifférence la plus totale règne en pratique, tout particulièrement de la part des plus hautes autorités économiques »*. Cette déclaration reflète la position de la plupart des travailleurs soviétiques. Ils sont mécontents des résultats actuels de la réforme économique, mais l'appareil de propagande gagné au libéralisme leur dit que c'est parce que les mauvais bureaucrates ne la laisse pas aller assez loin. Ils s'opposent à la plupart des mesures concrètes qui sont parties intégrantes de la réforme, tels



la réforme des prix, le chômage, les augmentations de revenus basées de manière inégale sur les critères du marché, la privatisation des services de base, etc., mais on leur dit que c'est la seule manière de "civiliser" la Russie et d'aligner les niveaux de vie sur ceux de l'Occident. On leur dit que la réforme du marché est la seule alternative à l'"économie planifiée" totalement discréditée de la bureaucratie, et que c'est l'alternative "démocratique" au système de la "direction administrative".

Ce n'est certainement pas l'appareil "restructuré" des syndicats qui va conduire les travailleurs dans une lutte pour une alternative ouvrière ; cependant, sous la pression de la base, il est possible qu'il se transforme en une opposition loyale qui reprend en charge des revendications partielles des travailleurs. L'apparition d'une alternative ouvrière est suspendue à la formation d'un authentique mouvement indépendant des travailleurs. La grève des mineurs a donné une forte impulsion dans cette direction (que l'appareil syndical "restructuré" espère garder sous son contrôle).

### Jonction entre les travailleurs et l'intelligentsia

Mais une telle alternative nécessite également un mouvement idéologique indépendant, structure qui sera plus difficile à mettre sur pied sans des contacts organiques avec la minorité marxiste de l'intelligentsia. La grève a clairement attiré l'attention des "mouvements informels" (principalement intellectuels) sur le potentiel politique des travailleurs. Le président du CS du Donet oblast s'est plaint, au plenum, de « l'activisme de diverses organisations extrémistes... qui envoyaient constamment des émissaires dans le Donbass ». Le journal *Sotsialisticheskaya industriya* a fait une référence méprisante à l'apparition dans le Katanga, pendant la grève des mineurs, de Boris Kagarlitski comme représentant du Front populaire (socialiste) de Moscou (7).

Les conditions "objectives" semblent être en maturation. La grève des mineurs a créé les conditions politiques d'une organisation indépendante des travailleurs. Comme l'a montré le plenum, l'impact de la réforme a conduit les ouvriers à être de plus en plus critiques. Au cœur de cette grève, Gorbatchev s'est plaint que « récemment, l'augmentation de l'influence de positions de gauche dans des significatives strates sociales est devenu évidente. Des idées populistes, des spéculations gauchistes sur des revendications de justice sociale dans l'esprit de l'égalité universelle circulent de manière notable » (8).

Ce qui manque encore, c'est l'élément "subjectif", une direction avec un programme socialiste cohérent et crédible. ■

Octobre 1989

7) *Sotsialisticheskaya industriya*, 26 juillet 1989.  
8) *Trud*, 19 juillet 1989.

## ISRAEL

# Le Parti communiste en perte de vitesse

**« LE COMITÉ CENTRAL du Parti communiste israélien (PCI) a accepté la démission du camarade Emile Habibi de toutes ses responsabilités au sein du Parti. Il continue néanmoins à garder sa carte ». C'est en ces termes que la direction centrale du PCI a enregistré ce qui fait la une de la presse israélienne depuis plusieurs semaines et secoue en profondeur les rangs de la formation de gauche la plus importante d'Israël.**

Michel WARSCHAWSKI

**A** LA LECTURE de ce communiqué, on pourrait croire qu'il s'agit là d'un phénomène mineur, sans grande signification politique, si ce n'est pour Habibi lui-même : comme l'a fait remarquer un de ses successeurs à la tête du quotidien du Parti, *Al Ittihad*, « ce n'est pas le premier dirigeant qui prend ses distances par rapport à la direction. Avant lui, il y a eu Mohammad Khas, Saliba Khamis » et d'ajouter sournoisement, selon la méthode de l'amalgame, « Mikounis, Sneh, etc. », deux renégats qui avaient quitté le PCI (connu sous le nom de Rakah) pour rejoindre le camp de l'Union sacrée. En fait, il ne s'agit pas du tout d'un événement secondaire, mais bien d'un rebondissement de la crise profonde qui traverse le PCI.

Emile Habibi a été un des dirigeants de la Ligue de libération nationale dans les années 40, alors que le Parti communiste palestinien était scindé en deux : un parti nationaliste arabe et un parti de militants juifs. Tout comme son ami Emile Touma, décédé il y a quatre ans, ce n'est pas de gaieté de cœur qu'il accepte le tournant entrepris par Moscou, en 1947, en faveur de la partition de la Palestine. Après la destruction de la société palestinienne et la formation de l'Etat d'Israël, il rejoint le jeune PC israélien, dont il devient l'un des deux principaux dirigeants arabes. Pendant plus de vingt ans, il siège à la Knesset [parlement israélien], et est considéré comme le meilleur publiciste du quotidien *Al Ittihad*, dont il a été, jusqu'il y a trois mois, le rédacteur en chef.



Contrairement au second dirigeant arabe, Toufiq Toubi, Habibi est un homme populaire, et de surcroît, très apprécié au sein des cercles intellectuels juifs : en effet, Habibi n'est pas seulement un politicien, il est aussi un écrivain de talent... et un bon vivant. Soupçonné à plusieurs occasions de déviations nationalistes, il a presque toujours été chargé par la direction du Parti de mener l'attaque contre les déviationnistes de gauche et contre les organisations révolutionnaires dont la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, section israélienne de la IVe Internationale), contre laquelle il a écrit des articles orduriers et quasiment de délation.

### Une crise ouverte

La mise sur la touche de Habibi signifie un nouveau tournant dans la crise politique sans précédent qui traverse depuis plus d'un an le PCI. Celle-ci s'exprime sous des formes diverses : démissions de cadres, voire de sections entières, articles critiques dans la presse du Parti, attaques publiques de la direction et de sa ligne à travers la presse bourgeoise, etc.

*Zo Haderekh*, l'hebdomadaire du PCI en langue hébraïque est, y compris de l'avis de la plupart des militants eux-mêmes, la publication de gauche la plus ennuyeuse qui soit. Pourtant, depuis quelques temps, on s'y intéresse davantage, et cela en raison d'une double page, nommée "Débats" où, pour la première fois, les militants et les sympathisants ont le droit d'exprimer leurs criti-

ques par rapport au Parti et à sa politique. Le soutien à peine voilé à la répression en Chine a été un des sujets qui ont éveillé les critiques les plus dures, mais il y a plus : critique du manque de débats, critique de l'absence de démocratie réelle dans le Front démocratique (formation large contrôlée par la direction du Parti). Le stalinisme et les développements en URSS provoquent aussi un débat sur les raisons de l'alignement inconditionnel de la direction du PCI par rapport à la bureaucratie soviétique.

### Critique et hérésie

La plupart des contributions critiques ont droit à une "réponse", le plus souvent sous forme de leçon et de mise en garde contre les déviations révisionnistes. Néanmoins, il s'agit là d'un phénomène nouveau, pour un parti qui, il y a deux ans encore, identifiait critique et hérésie, et où opinion indépendante signifiait expulsion.

Certains ne se contentent pas de critiquer le Parti dans sa presse, et n'hésitent pas à s'exprimer aussi à l'extérieur, surtout quand leurs critiques sont refusées par les censeurs du Bureau politique. Yossef Elgaz, un des rares intellectuels juifs du PCI a publié, à plusieurs occasions, des articles critiques dans le quotidien *Haaretz*; Azmi Bichara, tête de file des jeunes contestataires, a publié une longue contribution sur la démocratie dans une revue arabe indépendante ; et, il y a une quinzaine de jours, Emile Habibi lui-même a donné une longue interview à un hebdomadaire à large diffusion de Tel Aviv, où il ne cache pas son scepticisme par rapport à la direction du Parti communiste.

Ces critiques publiques et articulées sont en général le fait de cadres centraux et d'intellectuels, en majorité juifs. Chez les militants de base arabes, l'immense majorité du parti, le malaise s'exprime sous forme de démissions, parfois même collectives comme à Tour'an ou à Kafr Maker. Si la plupart des militants qui

quittent le parti ne rejoignent aucune autre formation politique, certains se rapprochent d'organisations nationalistes radicales comme les Fils du pays (Abna el Balad), ou même du Mouvement islamiste.

Un troisième type de critique s'exprime sous forme de regroupements entre membres dissidents du PC et d'autres militants de gauche, en marge du Parti et de sa politique.

C'est le cas des dissidents de Jérusalem, épice de l'opposition, où les militants du PC ont "réorganisé" le Front démocratique, en y intégrant des militants de la gauche indépendante, et qui développe un programme d'action, en coordination avec l'extrême gauche, qui n'a pas grand chose à voir avec la ligne officielle du PC. Il y avait plus qu'un soupçon de provocation quand ils décidèrent, comme première initiative, d'inviter un dirigeant de la LCR à un forum sur l'actualité du trotskysme, et devant le succès politique et médiatique de cette initiative, récidivèrent quinze jours plus tard, cette fois avec la participation d'un membre du Bureau politique...

### L'impact de la glasnost...

C'est la convergence de deux séries de facteurs qui a provoqué la crise ouverte que traverse aujourd'hui le PCI. Vu la dépendance totale du Parti par rapport à la direction du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS), les développements politiques à Moscou se devaient d'avoir un impact sur les inconditionnels de Tel Aviv. Au début, le Parti a feint l'indifférence, espérant que la glasnost n'était qu'un mauvais cauchemar qui allait vite être oublié. Il a fallu plus de deux ans pour que la presse du PC accepte de parler de mutations et de remises en question critiques à Moscou. Mais même aujourd'hui, cela se fait avec beaucoup de réticence : la réhabilitation d'Imre Nagy, par exemple, a été évoquée dans le cadre d'un article insistant sur les « points obscurs qu'il faut encore

*approfondir* ». Par le biais de militants de base, la direction met souvent en garde contre le rejet total de la période stalinienne, parlant de la nécessité de garder un point de vue équilibré et objectif.

La raison de cette approche prudente de la glasnost n'échappe à personne : comme dans de nombreux autres partis communistes, la critique de la période stalinienne interpelle directement la direction du PCI et sa ligne. Or, contrairement à Moscou, après plus de quarante ans, ce sont les mêmes dirigeants qui se trouvent encore à la tête du Parti. Sur ce terrain, le PCI a la palme d'or : Vilner et Toubi, respectivement secrétaire général et secrétaire général adjoint, sont les doyens de la Knesset qui ne brille pas particulièrement par la jeunesse de ses membres. Ils siègent à la tête du parti depuis sa fondation, et avec eux leurs familles : car, comme le remarquent tous les dissidents, le PCI est une bureaucratie où le pouvoir et les privilèges sont répartis entre les membres de deux ou trois familles, et leur clientèle.

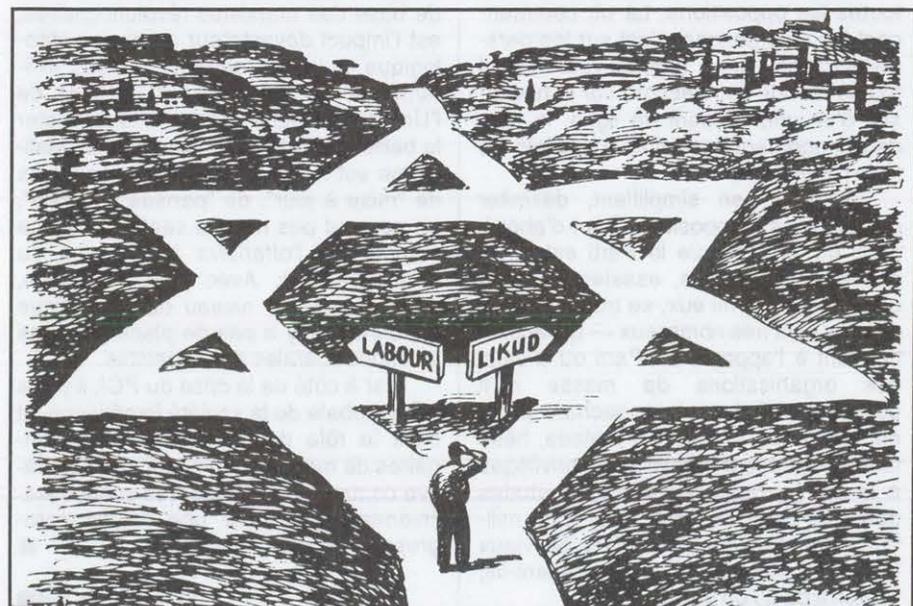
### ...et de l'intifada

La glasnost en soi n'aurait sans doute pas été suffisante pour provoquer la crise actuelle, si deux événements politiques locaux n'avaient obligé de nombreux militants à remettre en question la ligne de leur direction : l'intifada et les élections.

Le soulèvement dans les territoires occupés interpelle toute la population israélienne mais plus particulièrement sa composante palestinienne. Il n'est pas exagéré d'affirmer que l'ensemble de la population palestinienne d'Israël vibre au rythme de l'intifada, et même s'il est exagéré d'affirmer qu'il existe, comme le disent certains plumitifs au service du Shin Beit [services secrets israéliens, ndlr], une « *intifada des arabes israéliens* », il n'en reste pas moins vrai que le soulèvement dans les territoires occupés a un impact réel sur les habitants de Galilée et du Triangle arabe.

Or, le PCI n'a rien fait pour répondre à l'attente de la population, ou plutôt, comme le disait il y a quelques mois un des dissidents, « *il a fait ce qu'a fait, par exemple, le PC suédois...* ». Face aux rumeurs consciencieusement entretenues par les « *responsables des affaires arabes* », sur l'extension de l'intifada au territoire israélien, le PC a choisi la voie de la responsabilité, c'est-à-dire de freiner ouvertement toute expression de révolte chez les Palestiniens d'Israël. Le Jour de la terre, en 1988, restera célèbre pour les patrouilles de maintien de l'ordre organisées par le PC, en relation directe avec la police !

L'absence de réponse de la direction du PC aux aspirations populaires n'a pas seulement provoqué une grande déception : pour la première fois, le PCI n'apparaît plus comme une alternative, ses slogans — reconnaissance de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), deux Etats pour deux peuples —



étant désormais repris par l'ensemble de la gauche sioniste. Le mouvement islamiste devait rapidement capitaliser une partie du sentiment national et des aspirations à une expression positive de l'identité arabo-palestinienne.

Sans ligne politique originale, et faisant tout son possible pour ne pas renforcer le sentiment national palestinien de sa base de masse, le PCI allait subir une défaite relative lors des élections à la Knesset, en 1988, et une autre, plus cuisante, lors des élections municipales de 1989.

### Défaite électorale

C'est au profit des partis politiques sionistes que le PC a perdu quelques millions de voix, tout en conservant ses quatre mandats à la Knesset. Lors des élections municipales, au contraire, c'est le mouvement islamique qui a conquis plusieurs bastions importants du PC, y compris Oum el Fahem, la seconde municipalité arabe d'Israël, et a fait une percée significative à Nazareth.

La défaite électorale a été à la fois la cause et l'effet de la crise du PCI. Sans grande motivation, les militants n'ont pas fourni l'effort dont ils se sont montrés capables par le passé ; quant aux électeurs, même quand ils ont voté pour le PC, c'était cette fois sans avoir le sentiment que le vote PC était un moyen de renforcer le mouvement nationaliste palestinien en Israël. Pour ce qui est des électeurs juifs, nombreux ont été ceux qui ont préféré voter pour la gauche sioniste, plus crédible et plus efficace.

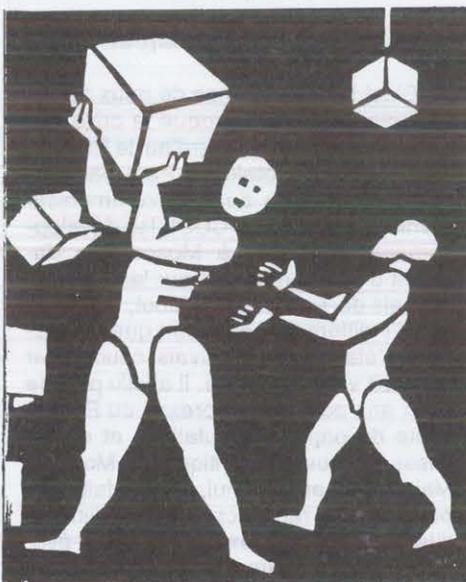
Glasnost ajouté à une défaite électorale, il n'y a rien de plus efficace pour donner un nouvel élan à la crise du Parti. « Pourquoi nous avons échoué ? » demandent de nombreux militants dans les assemblées de sections et dans la presse du Parti. Au début, c'est la réponse classique : le Parti n'a pas échoué, au contraire, et s'il y a eu des reculs, c'est dû à la propagande anti-communiste des autres formations de gauche. Mais cette fois, les militants ne se contentent pas de ces réponses passe-partout qui ne font que renforcer dans leur sentiment que ceux qui dirigent le Parti sont des incapables.

La première revendication des diverses oppositions est le renouvellement de la direction. Celle-ci est composée de vieillards incapables de se remettre en question, et qui sont loin des masses, loin des militants. Déjà avant les élections, la direction du Parti avait promis un changement des têtes de listes du Front démocratique (FD). De fait, le FD a été la seule formation à présenter les mêmes candidats qu'aux élections précédentes, ainsi d'ailleurs, qu'à celles d'avant. Même aujourd'hui, et malgré de nombreuses déclarations sur des démissions prochaines, ce sont les mêmes qui restent à la tête du Parti et le représentent à la Knesset.

La seconde revendication concerne l'absence de démocratie interne, l'ouver-

ture d'un débat franc et honnête, et la possibilité d'exprimer des positions divergentes de celles de la direction. Là-dessus, au moins jusqu'au prochain congrès prévu pour le printemps 1990, la direction a dû mettre de l'eau dans son vin, et accepter d'ouvrir le débat dans la presse du Parti, ainsi que de tolérer dans ses rangs des militants qui ont publiquement exprimé leurs critiques de la ligne et de la direction.

Un autre point de désaccord est le sectarisme du Parti par rapport aux autres formations de gauche, sectarisme qui va de pair avec un suivisme opportuniste face aux idées et aux formations sionistes modérées. C'est en réaction à cette critique que la direction du Parti a dû changer de cap, et accepter, pour les prochaines élections à la Histadrouth [la centrale syndicale sioniste - nldr], de s'allier à la Liste progressiste pour la paix et au Parti démocratique arabe, deux formations nationalistes que le PCI avait violemment attaquées au cours des dernières confrontations électorales.



Jusque là, c'est l'unanimité entre toutes les oppositions. Là où commencent les divergences, c'est sur les perspectives politiques alternatives. Car si tout le monde est d'accord sur la nécessité d'un changement de ligne, le type de changement souhaitable est loin de faire l'unanimité.

On peut, en simplifiant, délimiter quatre types d'opposition. Tout d'abord, ceux qui croient que le Parti est réformable, ou du moins, essaient de s'en convaincre. Parmi eux, se trouvent ceux — et ils sont très nombreux — qui appartiennent à l'appareil du Parti ou à celui des organisations de masse qu'il contrôle, et qui, tout en sachant pertinemment que le Parti est malade, hésitent à perdre leur emploi et les privilèges à la clé (voyages à l'étranger, études dans les pays de l'Est, etc.). Ces militants attendent que, tôt ou tard, les vieux laissent la place, et alors, promettent-ils, on verra ce qu'on verra.

Le second courant, dirigé par Yossef Elgazi et son fils, est pour l'ouverture vers la droite, vers les partis sionistes modérés, le mouvement pacifiste, mais aussi les couches populaires orientales, sur une image de marque moins "arabe", plus sociale et plus israélienne. Une espèce de social-démocratisation du Parti communiste...

### Ne plus saluer le drapeau israélien

A l'opposé, de nombreux militants de base arabes sont en faveur d'une ligne plus nationaliste, et ne cachent pas qu'ils en ont assez d'être dirigés par des Juifs, de devoir saluer le drapeau israélien et de chanter l'hymne sioniste aux meetings du Premier mai. N'hésitant pas à faire de la démagogie, la direction leur rappelle de temps à autre, que la glasnost va avec la perestroïka, et que la perestroïka, pour le mouvement national palestinien, est grosse de trahisons et d'accords régionaux sur le dos des Palestiniens. Certes, ce n'est pas la ligne officielle, qui elle, se sert du rapprochement soviéto-israélien pour consolider son image patriotique israélienne. Mais de tels arguments peuvent servir à refroidir un peu l'opposition du courant nationaliste au sein du PCI.

Il reste un quatrième courant, composé essentiellement de jeunes cadres ayant pour la plupart été formés dans les luttes étudiantes des années 70, à l'université de Jérusalem. Ils aspirent à un parti de type nouveau, libéré du patriotisme israélien qui suinte de partout dans le PCI, sans pour autant se tourner vers le nationalisme palestinien. Sans exclure la possibilité de faire évoluer le PC dans cette direction, ils parlent davantage en termes de regroupement de la gauche radicale, dans une formation judéo-arabe capable d'offrir une nouvelle "vision", plus originale et plus globale qu'une Conférence internationale ou tout autre formule diplomatique.

Le problème avec ce courant, qui sur bien des aspects se rapproche des idées de base des marxistes révolutionnaires, est l'impact dévastateur au niveau idéologique qu'a sur certains de ses militants, la double crise du PCI et de l'Union soviétique. La tentation de jeter le bébé marxiste avec l'eau sale du stalinisme est forte, et derrière les concepts de "mise à jour", de "pensée originale", on ne peut pas ne pas sentir l'influence néfaste de l'offensive idéologique du néo-libéralisme. Avec cette différence, qu'en Israël, au niveau de la politique concrète, il n'y a pas de place pour des solutions libérales et réformistes.

Car à côté de la crise du PCI, il y a la crise globale de la société israélienne, et c'est le rôle des marxistes révolutionnaires de montrer que seule une alternative communiste libérée des scories stalinienne peut offrir une solution progressiste à cette crise. ■

15 octobre 1989

# La "guerre totale" aura-t-elle lieu ?

**LE 10 OCTOBRE** dernier, les présidents de Colombie, du Pérou et de Bolivie se sont réunis à Lima pour définir des lignes d'action communes dans la lutte contre le trafic de drogue, tandis que l'organisation criminelle des narcotrafiquants colombiens envoyait, le 23 octobre, une lettre proposant un "dialogue national" pour mettre un terme aux violences de la "guerre de la drogue" engagée par le président colombien Virgilio Barco (voir *Inprecor* numéro 294 du 2 octobre 1989). *Combate* (journal de la section de la IV<sup>e</sup> Internationale dans l'Etat espagnol) a rencontré Daniel Libreros, membre du Comité exécutif d'A Luchar, organisation révolutionnaire colombienne, pour analyser les conséquences et les implications de cette "guerre" entre le gouvernement et les trafiquants.

**C**OMBATE: *Quelle est la clé pour comprendre la situation actuelle en Colombie et en particulier le rôle du narcotráfico ?*

**Daniel LIBREROS** : Il faut d'abord insister sur un premier élément économique. La Colombie n'est pas arrivée aux limites d'endettement des autres pays d'Amérique latine. En premier lieu, parce qu'ici, il n'y a pas eu de restructuration technologique industrielle comme dans les autres pays. Et deuxièmement, parce qu'en Colombie, on utilise l'argent du *narcotráfico* pour le paiement partiel de la dette. Mais le pays commence également à subir la crise économique sous toutes ses formes : inflation généralisée, chômage massif, fermetures d'entreprises, etc. Le déclin économique commence à accroître les contradictions sociales et la crise politique du régime, ce qui risque, à moyen terme, d'aboutir à un affrontement plus radical, tant sur le terrain syndical que populaire.

Le second élément est politique. La Colombie vit une crise de domination politique très grave qui affecte les partis traditionnels et se manifeste par la perte de légitimité des institutions. Un exemple est celui de l'impartialité de la justice. Avec le développement du *narcotráfico*, la "justice privée" s'est généralisée, sous l'impulsion de groupes paramilitaires. Du coup, la justice s'est dévalorisée aux yeux de l'opinion publique et a progressivement perdu l'espace social qui lui est propre. La justice apparaît de moins en moins comme un pouvoir neutre remplissant ses fonctions normales à l'intérieur d'un Etat capitaliste.

Aujourd'hui, il est clair que le *narcotráfico* a été couvert par le gouvernement lui-même. Le *narcotráfico* a été et continue à être une nécessité fondamen-

tales pour l'accumulation capitaliste du pays. Sans lui, il aurait été impossible de développer le tourisme, l'hôtellerie, la propriété immobilière et, plus récemment, de développer l'industrie elle-même. Aujourd'hui, c'est la principale source de devises. L'association entre le capital traditionnel et celui du *narcotráfico* est beaucoup plus forte que ne le laissent supposer les apparences.



De même, le *narcotráfico* est profondément lié aux institutions de l'Etat. Le contrôle du *narcotráfico* sur des franges entières de la police, de l'armée et sur d'amples zones du territoire national est entièrement connu et accepté par les organismes officiels, tout comme son intervention secrète dans le financement des campagnes politiques des partis traditionnels et dans le domaine judiciaire. Cette réflexion trouve sa véritable dimension si l'on considère que l'Etat colombien a manqué traditionnellement de rationalité et d'efficacité capitalistes, qui lui auraient permis d'apparaître au-dessus des classes sociales. Dans ce sens, le développement du *narcotráfico* a aggravé la crise de légitimité institutionnelle que vit le pays. Et maintenant qu'on tente d'y mettre certaines limites, il

passé au-dessus de la bourgeoisie et de son gouvernement qui l'avait protégé et laissé se développer. En fait, ses contacts et ses réseaux internationaux vont bien au-delà de la capacité opérationnelle du régime. Tout cela explique, par exemple, l'assassinat de personnalités importantes du régime.

## ■ Quelle relation existe-t-il entre le narcotráfico et les groupes paramilitaires ?

— Pour répondre à cette question, il est nécessaire de faire un peu d'histoire et de se référer à la politique nord-américaine par rapport à l'Amérique latine. Les secteurs du gouvernement nord-américain qui s'identifient avec ce qu'on appelle la politique des conflits de basse intensité, et avec la CIA, établissent des alliances avec tous les groupes qui peuvent leur être utiles pour mener à bien leurs plans de contre-insurrection. De cette façon, grâce à la CIA, il s'est établi des liens avec les narcotrafiquants colombiens pour que ceux-ci appuient la Contra nicaraguayenne. Ces relations s'intensifièrent à partir des divergences entre les narcotrafiquants et les groupes guérilleros colombiens.

D'un autre côté, c'est en raison de ces conflits que se formèrent les premiers groupes paramilitaires. Le MAS (Mort aux organisateurs d'enlèvements), par exemple, se forma à partir d'un accord entre tous les narcotrafiquants qui investissent une importante somme d'argent pour établir un contact avec l'armée. Et il faut se souvenir que le MAS est apparu au moment où le gouvernement menait une forte attaque à travers son Plan de sécurité nationale, et lors du développement d'un de ces fameux conflits de basse intensité.

C'est précisément en 1979, sous le gouvernement de Turbay Ayala, que s'établirent les bases d'une forte liaison entre les groupes paramilitaires et l'armée, décidés les uns et les autres à combattre non seulement la guérilla, mais aussi le mouvement populaire. C'est de cette époque que datent les premiers assassinats de dirigeants populaires. Aujourd'hui, la situation est vraiment insoutenable. Officiellement, le gouvernement reconnaît l'existence de 142 groupes paramilitaires. On en est arrivé à une situation telle que chaque propriétaire terrien, chaque entrepreneur a son propre groupe pour affronter les paysans et assassiner les dirigeants syndicaux.

La relation entre la CIA, les narcotrafiquants et les groupes paramilitaires n'est pas une invention de l'extrême gauche. Toute cette saleté est apparue sur la place publique au moment du scandale de l'*Irangate*. Il en fut de même pour l'influence profonde des narcotrafiquants à l'intérieur des hautes sphères de la police et de l'armée. Quand la Drug Enforcement Agency (DEA) commença à opérer en Colombie, elle a pu compter sur une grande quantité d'argent et de



Le président Barco sourit à la presse internationale, tout en cachant derrière son dos les plants de drogue.

matériels (armement, avions, etc.). Mais l'influence des narcotrafiquants est telle, que ce furent eux qui finirent par utiliser ces moyens destinés, à l'origine, à combattre leurs activités.

C'est la principale contradiction à laquelle sont confrontés aujourd'hui la bourgeoisie et le gouvernement colombien. Devant ce dilemme, la bourgeoisie s'est divisée en deux parties : d'un côté, les partisans d'une alliance forte, étroite et stable avec les narcotrafiquants, et de l'autre, la bourgeoisie traditionnelle, partisane d'une épuration de la société en fonction de ses intérêts et des effets néfastes du *narcotráfico*.

Mais cette contradiction est aussi vécue par la Maison blanche. De fait, le gouvernement nord-américain n'a pas encore défini ce qu'il devait faire dans le cas colombien : va-t-il s'allier aux narcotrafiquants pour en terminer avec la gauche (les narcotrafiquants ont déjà tué beaucoup de gens avec la complaisance et, dans certains cas, la complicité de l'armée), ou nettoyer le pays des narcotrafiquants et de la gauche. Actuellement, l'aspect le plus grave de la crise est l'absence de plan concret pour la dépasser.

### ■ Dans ce contexte, comment jugez-vous l'offensive du gouvernement contre le narcotráfico ?

— En premier lieu, il faut souligner les limites auxquelles se heurte le gouvernement dans son attaque contre le *narcotráfico*. S'y attaquer à fond, revient presque à attenter aux institutions de domination politique. Aujourd'hui, il apparaît clairement que le gouvernement savait depuis assez longtemps où se cachaient les narcotrafiquants. Après l'assassinat du sénateur Galan (1), la police arriva directement aux portes de leurs demeures. Mais, curieusement, aucun des chefs n'est tombé. Il est évident qu'on les avait avertis de l'opération.

A cela, il faut ajouter que ces "visites" ont eu lieu non seulement chez des narcotrafiquants, mais aussi chez des camarades du mouvement syndical et de

la gauche. Autrement dit, on profite de la lutte contre le *narcotráfico* pour imposer une politique de contre-insurrection.

Il faut dire, finalement, que le gouvernement n'ira pas au bout de sa lutte contre un secteur avec lequel il entretient des relations de complicité ouverte. Il a pensé qu'en l'associant aux affaires privées, tout en conservant un certain contrôle sur lui, il aurait pu l'utiliser pour combattre la guérilla, et la gauche en général, et qu'il aurait pu lui dire, le moment venu, de cesser les assassinats. Le *narcotráfico* n'est pas tombé du ciel. Il représente la continuité du type de domination politique caractéristique de la Colombie. Nous sommes convaincus que les chefs des Cartels ne vont pas tomber. Et cela, il faut le dire. Nous n'avons aucune illusion sur le gouvernement et sa lutte contre le *narcotráfico*.

### ■ Quelles sont les alternatives proposées par la gauche ?

— En ce qui concerne le problème du "narcoparamilitarisme", nous sentons qu'il est nécessaire d'avoir une politique flexible d'alliances. Cela doit aller plus loin qu'un front de la gauche. Il faut tenter de profiter des contradictions conjoncturelles au sein de la bourgeoisie. Cela nous permettra de dénoncer plus globalement le phénomène du *narcotráfico* et d'accéder à un espace politique plus large.

Il est certain ce n'est pas l'optique du Parti communiste (PC) et de son front électoral, l'Union patriotique (UP), ni celle du Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) et de son Front populaire (FP). Pour ces organisations, l'assassinat du sénateur Galan a ouvert une phase d'appui inconditionnel au gouvernement, résumée dans leur appel à l'unité et à la convergence nationale. Gilberto Vieira, secrétaire général du PC, a dit publiquement que le problème à l'ordre du jour est la constitution d'un gouvernement des deux partis bourgeois traditionnels avec la gauche, pour le salut national et contre le *narcotráfico*. Sur cette orientation, le PC reçoit l'appui du Front populaire.

En ce qui nous concerne, nous sommes aujourd'hui plus isolés que jamais. Non seulement par rapport à la lutte contre la sale guerre, mais aussi du point de vue politique en général. Discuter d'une politique flexible d'alliances est une chose, établir un pacte de complicité et s'en servir pour dire aux masses que ses limites vont jusqu'à la formation d'un gouvernement avec le bipartisme en est une autre. A un moment où la confusion est totale, il est vraiment fon-

damental de maintenir la perspective du pouvoir pour les travailleurs et la stratégie du socialisme.

### ■ Il semble que la seule alternative soit d'être avec le gouvernement ou avec les narcotrafiquants...

— C'est ce que la bourgeoisie voudrait faire croire. L'idée de la convergence nationale est celle d'une coalition de classes. Il s'agirait d'une sorte de front populaire particulier, puisqu'on entrerait au gouvernement, sans rien obtenir en échange. "L'organisation du crime" n'en serait même pas affectée.

Le *narcotráfico* n'est pas un problème que l'on peut résoudre en Colombie. C'est un problème directement lié à l'accumulation de capital au niveau mondial. Et nous n'exagérons pas. A la dernière réunion des sept pays les plus riches, la presse a souligné que la Banque mondiale reçoit approximativement 700 milliards de dollars en provenance du *narcotráfico*. Un chiffre de cette importance est lié à la reproduction même du capitalisme qui n'a pas d'autorité morale face au problème du *narcotráfico*. Celui-ci évolue selon les règles du jeu établies par le capitalisme. Ses méthodes sont les siennes, indépendamment de son fonctionnement plus primaire et d'un plus grand degré de décomposition.

Mais c'est aussi un problème international directement lié à la politique. Le *narcotráfico* est associé aux forces les plus réactionnaires du spectre politique mondial. Des commandos anglais spécialisés dans la lutte contre l'Armée républicaine irlandaise (IRA), des groupes sud-africains, et même des groupes israéliens étaient présents en Colombie. Un colonel israélien, qui a agi en Colombie, avait participé à l'occupation du Liban en 1982. Il a lui-même déclaré que, dans un premier temps, il a été employé pour mener à bien des opérations contre la guérilla ; ces déclarations n'ont jamais été démenties.

### ■ Quelle est votre position par rapport à l'extradition des narcotrafiquants ?

— En principe, nous sommes contre les extraditions. Cela a été la position de toute la gauche, bien qu'aujourd'hui, des secteurs de l'UP sont en train de reposer la question. Notre position se base sur le fait qu'il n'y a pas de raison pour que des citoyens colombiens soient jugés par les lois nord-américaines ; accepter qu'ils soient jugés dans ces conditions aboutit à une violation de la souveraineté nationale. D'un autre côté, l'extradition peut être un moyen pour se débarrasser de personnages discrédités à l'intérieur même du *narcotráfico*. Comme le dit l'écri-

1) C'est l'assassinat du sénateur libéral Carlos Galán, le 18 août 1989, qui déclencha la fameuse "guerre totale" du gouvernement de Virgilio Barco. Galán était le candidat le plus sérieux à la présidence de la République.

vain Garcia Marquez, nous sommes en principe contre le fait que la racaille se mêle de nos affaires, parce qu'elle le fait toujours pour voir ce qu'elle peut en tirer. De plus, avec l'extradition, la bourgeoisie et le gouvernement colombien prétendent se laver les mains de leurs liens avec les narcotrafiquants et résoudre les conflits qu'ils ont avec eux de la manière la plus facile : en les envoyant aux Etats-Unis. C'est cela qui a déterminé la contre-offensive des narcotrafiquants. Nous pensons, quant à nous, que ces gens doivent être jugés ici, en Colombie. Cela pose un problème de fond : une justice corrompue ne peut le faire d'une façon efficace. Mais le problème n'est pas non plus résolu avec l'extradition.

Il ne s'agit d'ailleurs pas d'une question de personnes, mais d'intérêts matériels concrets, de marché. Et tant qu'il existe un marché pour les drogues, il existera des investisseurs produisant et reproduisant ce schéma. On peut extradier, Pablo Escobar. On peut le juger, le condamner et l'envoyer à la chaise électrique. Le problème est qu'à sa place, en apparaîtront vingt autres. De plus, il faut considérer le système qui régit actuellement les relations économiques entre la Colombie et les Etats-Unis. Premièrement, ils nous étranglent et nous obligent à baisser de 50 % le prix de notre café, occasionnant des milliards de dollars de pertes annuelles. Le résultat est que pour la bourgeoisie colombienne, la coca est l'unique substitut possible en matière d'exportation.

### Non à l'intervention US

Finalement, on a fait de la Colombie l'emblème du *narcotráfico*. On soumet les Colombiens à des traitements véritablement humiliants dans tous les aéroports du monde. Mais en réalité, c'est à l'impérialisme que profite le *narcotráfico*. La situation que traverse aujourd'hui le pays peut amener le gouvernement nord-américain à mobiliser ses Bêrets verts. Il n'est pas nécessaire de dire que nous condamnerons et nous nous opposerons à cette invasion directe de la Colombie sous prétexte de la lutte contre le *narcotráfico*. Dans ce cas, nous aurions besoin de la solidarité internationale. Pas seulement pour repousser l'invasion, mais parce que le mouvement ouvrier international doit proposer et défendre sa propre alternative au problème du *narcotráfico*.

Pour cela, il faut faire connaître la réalité du problème : la forte consommation de drogues dans les pays capitalistes développés, l'envoi en Colombie par les multinationales des produits et des équipements nécessaires pour la fabrication de la drogue, le bas niveau des cours des matières premières sur les marchés mondiaux, etc. Une dénonciation de cette nature signifierait pour nous un espace moral, social et politique extraordinaire. ■

12 octobre 1989

propos recueillis par José Marligo

EN  
BREF...



## REPUBLIQUE DOMINICAINE

### Une grève générale sans lendemain

ORGANISÉE POUR protester contre la politique économique du gouvernement, une grève générale a paralysé la République dominicaine les 19 et 20 juin derniers. Ce fut un camouflet pour Joachin Balaguer, le président conservateur qui dirige le pays depuis 1986, et dont le gouvernement avait déclaré la grève "illégal".

Cette grève n'avait rien de spontané, contrairement aux émeutes d'avril 1984. L'appel à la grève fut lancé par une coalition de 307 syndicats et organisations populaires. L'archevêque de Saint-Domingue tenta vainement de jouer un rôle de médiateur entre le président Balaguer et le comité national de grève. Pendant les jours la précédant, et durant la grève elle-même, le gouvernement fit arrêter plusieurs centaines de personnes. Rien que dans la capitale, 20 000 soldats patrouillèrent jour et nuit, notamment dans la "ceinture de misère" où s'entassent 70 % des habitants.

Pendant deux jours, la ville fut déserte. Cependant au moins quatre personnes furent tuées, et une trentaine blessées lors d'accrochages avec l'armée qui éclatèrent à la périphérie de Saint-Domingue et dans plusieurs villes du pays. Durant les mois précédents, le mécontentement de la population avait été aiguisé en raison de la détérioration constante des services publics, notamment dans le domaine des transports, de la distribution d'eau et d'électricité. La plupart des quartiers de Saint-Domingue sont rarement alimentés en électricité plus de huit heures par jour. Et la situation est encore pire dans le reste du pays. Le secteur du tourisme et les entreprises d'assemblage des zones franches (qui emploient environ 85 000 personnes) se plaignent des pertes dues aux coupures d'électricité. D'après un dirigeant patronal, elles ont occasionné un manque à gagner équivalent à 4 % du Produit intérieur brut (PIB).

Les principales revendications de la grève générale portaient sur une diminution du prix de dix-huit produits de base, au moyen de subventions à la produc-

tion agricole ; l'augmentation du salaire minimum (qui est de 450 pesos, soit environ 63 dollars) ; un réajustement des salaires ; une réforme de l'impôt ; l'amélioration des services publics ; et la mise en œuvre des accords tripartites signés, en 1988, par le gouvernement, les syndicats et les organisations patronales... mais jamais appliqués.

Après le succès de la grève, le président Balaguer se trouvait plus isolé que jamais. Auparavant, les évêques, qui sont loin d'être des adeptes de la théologie de la libération, avaient déclaré que la grève était "morale et légitime", et le conseil national des chefs d'entreprise avait publié une lettre ouverte dans la presse, affirmant que la situation créée par "l'intolérable processus inflationniste et la détérioration importante des services publics" ne pouvaient plus durer.

"La grève a été un vrai plébiscite contre la politique économique du gouvernement" a déclaré Virtudes Alvarez, dirigeante du Conseil d'unité populaire (CUP), et porte-parole du comité national de grève.

Mais, au lieu de tirer parti de la réussite de la grève générale pour structurer le mouvement populaire et avancer un nouveau plan de mobilisation, la plupart des centrales syndicales (qui toutes ensemble n'organisent que 10 % des salariés) sont, comme en 1988, tombées dans le piège du "dialogue bipartite" avec le gouvernement. Elles ont, de ce fait, brisé le processus unitaire engagé depuis le début de l'année avec les organisations populaires (comités de quartiers, associations paysannes, communautés chrétiennes) qui avaient organisé, seules, une première grève générale en 1988, et sont apparues comme la véritable direction de la grève de juin dernier.

Deux centrales syndicales refusèrent cependant de s'engager dans cette voie : la fraction de la Confédération générale des travailleurs (la CGT a éclaté en deux fractions au mois d'avril dernier) dirigée par Francisco Antonio Santos, ancien militant du Bloc Socialiste, et la Centrale unitaire des travailleurs (CUT) dirigée par des membres du Parti communiste des travailleurs (PCT), organisation pro-albanaise et des membres du Parti communiste unifié (PCU).

Lors de la négociation, le patronat a offert 650 pesos de salaire minimum, alors que les centrales syndicales en de-

mandaient 850. En juin, la coordination des organisations syndicales et populaires, quant à elle, en réclamait 1 000.

L'augmentation des salaires offerte par le patronat est loin de compenser la perte de pouvoir d'achat. L'inflation qui a dépassé 60 % l'année dernière sera encore plus élevée cette année, avec même un risque d'hyper-inflation que pourrait provoquer une dévaluation du peso. Plusieurs organisations se prononcent en faveur d'un appel à une grève générale de 72 heures, au début du mois de septembre. Mais il ne reçut pas l'assentiment de la coordination des organisations populaires.

A l'arrière-plan des prises de position de nombreux dirigeants syndicaux se trouve la question des élections générales du 16 mai 1990. C'est ainsi que la Centrale des travailleurs majoritaire (CTM), dirigée par le Parti de la libération dominicaine (PLD), a refusé d'appeler à la grève générale des 19 et 20 juin. Son dirigeant Juan Bosch, qui se dit marxiste, se présentera aux prochaines élections. En attendant, il s'efforce de donner des gages à la bourgeoisie dominicaine, à la puissante Eglise catholique et à l'impérialisme américain. ■

## **QUATRIEME INTERNATIONALE**

### **Parution d'*Inprecor* pour l'Amérique latine**

LE CHAMP de nos publications s'agrandit avec la parution d'*Inprecor* en espagnol pour l'Amérique latine. Une édition mensuelle qui se veut le reflet de ce qui bouge sur ce continent.

Les années 80 ont marqué des mouvements de fond sur le continent : l'offensive capitaliste à travers le Fonds monétaire international (FMI) cherche à imposer un nouveau modèle de développement, au prix d'une dette extérieure exorbitante ; avec un coût économique, politique et social très élevé ; la perte de souveraineté nationale ; la mise en place de politiques d'austérité ; la privatisation de larges secteurs de l'économie ; les attaques contre les conquêtes des travailleurs ; et les retards accumulés dans le niveau de vie de la population, etc.

Mais les années 80 ont vu aussi, face à ces attaques croissantes, une réorganisation des mouvements ouvrier et paysan ; l'émergence d'un mouvement urbain populaire ; l'auto-organisation des femmes ; l'option politico-morale de la Théologie de la libération ; l'émergence d'une conscience écologiste ; le développement de mouvements civiques, qui ont engendré un processus riche de recomposition du mouvement de masse.

*Inprecor* pour l'Amérique latine se veut un espace de discussions critiques et profondes sur la situation des mouvements de masse et de son avant-garde révolutionnaire, comme, par exemple, sur les dilemmes de la révolution nicara-

## **DERNIERE MINUTE :**

### **PORTUGAL**

## **Assassinat d'un dirigeant du PSR**

NOTRE CAMARADE José Da Conceição de Carvalho, membre du Comité central du Parti socialiste révolutionnaire (PSR), section portugaise de la IVe Internationale, a été assassiné, vendredi soir 28 octobre, à Lisbonne. Agé de 36 ans, embauché comme ouvrier à l'âge de 14 ans, il avait notamment mené, pendant 9 ans, une dure lutte dans son entreprise.

Engagé depuis son dernier congrès, en novembre 1988, dans une campagne anti-militariste au niveau de la jeunesse, le PSR avait organisé un concert de rock, vendredi soir, au local du Parti, réunissant plus de 200 jeunes. Un groupe de skinheads a fait irruption vers dix heures du soir. Repoussé une première fois, les skinheads sont revenus un peu plus tard, plus nombreux et surtout armés. La bagarre n'a pas eu lieu, puisque presque aussitôt un des jeune skinhead a planté son couteau dans le cœur de notre camarade.

L'émotion est vive, aujourd'hui, dans tout le pays. Tous les partis et syndicats de gauche ont immédiatement réagi en dénonçant ce crime comme un assassinat fasciste. La télévision et la radio ont largement rendu compte de ce meurtre et l'enterrement de notre camarade, dimanche matin, a été suivi par des milliers de personnes, dont des personnalités importantes.



Le président de la République, Mario Soares, qui ne pouvait être présent lors de l'enterrement, a tenu toutefois à apporter son soutien en téléphonant au local du PSR, lundi matin.

Le groupe de skinheads (une quarantaine à peu près) semble connu des services de police pour avoir déjà mené des actions, à Lisbonne, sans jamais avoir été inquiété. Après la vive émotion suscitée par cet assassinat, la police a arrêté trois fascistes dont, semble-t-il, le meurtrier présumé.

Les groupes de rock les plus importants du pays ont décidé d'organiser, prochainement, un grand concert à la mémoire de notre camarade. ■

**30 octobre 1989**

guayenne ; l'état de la révolution cubaine et son rôle actuel ; le caractère et le sujet de la révolution ; les alliances et les fronts populaires ; la stratégie militaire ; le rôle de la démocratie dans la construction du socialisme ; le caractère de la transition, etc. Autant de sujets qui sont au cœur, aujourd'hui, des préoccupations des révolutionnaires d'Amérique latine.

De plus, la réaction du PT brésilien, du FMLN salvadorien, du MLN uruguayen et du gouvernement nicaraguayen face à la répression de la place Tiananmen montre, à l'évidence, qu'une nouvelle sensibilité parcourt l'avant-garde révolutionnaire latino-américaine.

*Inprecor* cherchera à répondre, d'abord, à la nécessité première d'accompagner et d'explorer ces espaces renouvelés qui déterminent aussi notre action en Amérique latine. Après un long moment de dispersion de nos forces, la mise en pratique de divers mécanismes de coordination a commencé à donner ses premiers résultats.

Comme le dit la présentation du numéro zéro d'*Inprecor*, peut-être son apparition n'est-elle, à peine plus, que la

première pierre de l'édifice que nous voulons construire. Miroir des luttes du continent, il se veut aussi instrument pour ces luttes. Utopique ? Peut-être, mais les utopies peuvent aussi construire de grandes choses. ■

## **INPRECOR**

Correspondencia de Prensa Internacional  
para America Latina

### **Au sommaire du numéro 0 de novembre 1989 :**

- Les tourmentes du Tiers-monde ;**
- Colombie : entretien avec Daniel Libreros ;**
- Brésil : "Le PT, une alternative de gouvernement et de pouvoir" ;**
- La glasnost et la crise des PC ;**
- Nicaragua : entretien avec le ministre de l'Economie ;**
- Mexique : "Le PRT face au projet cardeniste" ;**
- Uruguay : "Le MPP et les défis qu'il affronte" ;**
- Cuba : "Les relations économiques soviéto-cubaines".**